

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016





Le mot du président

L'année 2016 est passée en coup de vent, comme d'ailleurs les 3 années de ma présidence de la **clc** qui viennent à échéance en juin 2017.

De nombreux sujets transversaux et horizontaux nous ont préoccupés et pour lesquels nous nous sommes battus à la **clc**, notamment les sujets concernant les restrictions territoriales et opérationnelles (approvisionnement, geo-blocking, heures d'ouverture) et la digitalisation galopante de nos vies et de nos commerces.

Le droit du travail ainsi que la sécurité et la santé au travail sont d'autres sujets auxquels la **clc** s'intéresse de près. Sans oublier les transpositions en loi nationale des directives européennes qui impactent nos commerces et pour lesquels la **clc** émet des avis servant à protéger au mieux ses membres.

Autre cheval de bataille de la **clc** est le commerce de détail qui doit affronter de nombreux défis : le changement comportemental des clients, des centres-villes un peu désertés et une conjoncture difficile en matière de loyers et de baux commerciaux.

Enfin, la formation, le maintien de l'emploi et la réduction du chômage sont des préoccupations de toute organisation entrepreneuriale, et la **clc** favorise les échanges avec l'ADEM en la matière. Par ailleurs, la **clc** détient un certain nombre de mandats dans les institutions, siège à certaines commissions, et participe à de nombreux groupes de travail. Elle est un membre actif du dialogue social national où elle défend les intérêts de ses membres.

Notre rapport annuel donne des informations plus détaillées concernant les actions entreprises, je ne citerai ici que quelques exemples : les Forums Ressources Humaines, les Forums ICT, les conférences thématiques, les formations, les World Cafés... et le Pakt PRO Commerce qui a été signé en avril 2016 avec le Ministère de l'économie et la Chambre de commerce. Ce Pakt, composé de 5 axes (et dont la **clc** est à l'origine) œuvre pour la dynamisation des villes afin de les rendre attractives, pour l'économie urbaine et pour le rôle social qu'une ville joue.

La **clc** préconise la collaboration entre ses fédérations, en son sein sont fédérés les commerces, services et transports qui s'échangent entre eux et avec des experts externes. Elle est à l'écoute de ses membres et veut se donner les moyens d'une plus grande visibilité au bénéfice de ses membres et du développement économique du pays.

Fin 2016, le directeur de longue date de la **clc**, Thierry Nothum, a annoncé son départ pour compléter sa carrière professionnelle. Cette nouvelle inattendue a obligé l'équipe de la **clc** à faire face à une nouvelle situation ; elle en est sortie soudée, et un nouveau directeur donnera, ensemble avec les membres de la direction en place, un nouveau souffle à la **clc**. C'est sur cette nouvelle vague que j'aimerais continuer de surfer avec vous ; mon mandat de président venant à échéance, j'ai l'honneur de reposer ma candidature car de nombreux chantiers sont en cours et restent à affronter. Je tiens ici à remercier mes vice-présidents et tous les membres du conseil d'administration, ainsi que l'ensemble de l'équipe qui est en contact quotidien avec nos fédérations.

Entreprendre, c'est avancer ensemble. C'est plus jamais notre devise et notre objectif!

Fernand **ERNSTER**



SOMMAIRE

Le mot du président	003
01. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2016	008
Le Conseil d'administration	011
Le Comité exécutif	013
02. LA RÉTROSPECTIVE EN 2016	014
03. LES RESSOURCES HUMAINES	016
Les collaborateurs de la clc	017
Les nouveaux collaborateurs en 2016	019
Les collaborateurs qui ont quitté la clc en 2016	019
Organigramme clc 2016	020
Les collaboratrices secrétariat – comptabilité	021
Les collaborateurs du projet « Shopping in Luxembourg – Good Idea »	021
04. LES CONSEILLERS ET LEURS FÉDÉRATIONS	022
Blazenka BARTOLOVIC	024
GME	025
AVD	026
Claude Bizjak	028
AECF	029
FLLAM	030
OPAL	029
Elisabeth CRUZ	032
FELSEA	033
SAVL	036
ULAV	037
Sylvie FASBINDER	038
LB	039
FLL	040
FLC	042
Marie-Laure MOREAU	044
Espace Pub	045
MarkCom	046
Design Luxembourg	048

Nathalie MULLER	050
LMV	051
Thierry NOTHUM	054
PRESTACO	055
Alain PETRY	056
ADAL	057
MOBIZ	059
Isabelle PHALIPPOU	062
CIGDL	063
FIABCI	065
FEMACO	066
GSPL	068
Rafael RAIMUNDO	070
APSI	071
eCOM.lu	073
Antoine RIES	076
GT	077
FEDELUX	078
Astrid SCHUH	080
SPL	081
Lucia SEDA	084
APFM	085
FABL	086
FEBU	087
FEDAM	088
FEMO	089
FLVS	090
Silvia TEIXEIRA	092
FEDIB	093
Groupement Combustibles solides et liquides	094
Marc WILTGEN	096
FLEAA	097
05. PAKT PRO COMMERCE	099
Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région	099
Shopping in Luxembourg – Good Idea	099
Pakt PRO Commerce	101
06. cIcNETWORKING	103
07. DOSSIERS SOCIO-ÉCONOMIQUES	107
Dialogue social	107

« Programme Partenariat pour l'emploi » et plateforme employeur à l'ADEM	108
Le comité de pilotage pour établir un vrai partenariat entre les entreprises et l'ADEM	108
Augmenter le nombre de déclarations de postes vacants	108
Congé parental	108
Les congés pour raisons d'ordre personnel, postnatal et pour raisons familiales	110
Lohnfortzahlung – Continuation du paiement du salaire pendant la maladie, la question du paiement des majorations	111
Évolution législative du dialogue social à l'intérieur des entreprises (DSIE) et la réforme sur le reclassement professionnel	111
Réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises – loi du 27 juillet 2015	111
Reclassement interne et externe – Loi du 23 juillet 2015	112
Formation professionnelle continue	112
Projet de loi portant sur la réforme du co-financement de la formation continue	112
Formation « Culture du service » – une initiative commune de la FEMACO, de la House of Training et de la clc	113
La stratégie « Vision ZERO »	113
08. LA clc DANS LES INSTITUTIONS	117
Conseil de la Consommation	117
Commission ad hoc « formation des prix »	118
Chambre de Commerce	118
Cluster for Logistics Luxembourg a.s.b.l.	118
EuroCommerce	119
Haut Comité pour le soutien des PME et entrepreneuriat	119
SNCA, SNCT et SNCH	119
UEL (Union des Entreprises Luxembourgeoises)	119
Conseil Economique et Social (CES)	120
Ecotrel	120
Ecobatterien	120
Valorlux	121
INDR / label RSE	121
Sacs plastiques	121
La troisième Révolution Industrielle	122
Fiscalité	123
09. LES MEMBRES	124
10. REPRÉSENTATIONS EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES	129

Madame la Secrétaire d'Etat Francine Closener, Secrétaire d'Etat à l'Economie,
M. Guy Burkhardt,
Mesdames, Messieurs les présidents de nos fédérations, groupements, syndicats,
Chers membres, collaborateurs et amis,

La **clc** regroupe aujourd'hui presque une soixantaine de fédérations souveraines et indépendantes, issues des secteurs du commerce, des transports et des services. En février 2015, la Prestaco (Presse, Tabacs et Convenience) a repris la relève de l'ancien Groupement Tabacs ; en février également, nous avons accueilli l'Association de la Vente Directe. En mars, e.COM.lu, créée suite à notre initiative, s'est rajoutée à la liste de nos fédérations, et très prochainement les consultants IT, réunis sous le label CASSIS, rejoindront notre organisation professionnelle.

Je vous avoue ouvertement ma fierté de présider depuis deux ans déjà une organisation qui gagne non seulement en représentativité sur le plan national, mais qui fédère aussi des entreprises qui sont fortement ancrées dans l'économie de notre pays. Que ces entreprises travaillent – peut-être pas exclusivement, mais d'une manière prépondérante – pour les entreprises installées au Luxembourg, ou qu'elles entretiennent au quotidien des relations avec la population résidente et les nombreux frontaliers ou autres visiteurs présents sur notre territoire, le fait de cet ancrage nous accorde deux privilèges :

- Premièrement un attachement très fort avec les valeurs et le devenir de notre pays,
- En second lieu une parfaite connaissance de notre marché, dont par exemple une bonne expertise des grandes tendances et des défis, une juste appréhension des craintes de nos entreprises ou de leurs besoins pour résister à une concurrence de plus en plus forte dans un monde qui change à une vitesse comme jamais auparavant.

Nous sommes, et nous resterons certainement une organisation professionnelle qui veut prendre influence sur toutes les décisions qui concernent directement ou indirectement les entreprises. C'est notre rôle et notre raison d'exister depuis plus de 100 ans. Mais ce n'est pas pour autant que nous voyons les décideurs politiques ou les partenaires sociaux en ennemis, bien au contraire. Nous aimerions être des partenaires qui font des propositions et partagent leurs expériences et leurs compétences avec tous ceux qui travaillent pour le bien-être de nos citoyens, l'épanouissement des entrepreneurs et de leurs salariés, et une économie florissante qui assure la prospérité de notre pays.

PRÉSIDENT DE LA clc, À L'OCCASION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Dans ce contexte je ne peux pas ignorer les relations que nous entretenons avec le Gouvernement à travers notre organisation faîtière, l'UEL, qui représente les intérêts de tous ses membres. Les événements récents autour de la loi sur la flexibilité dans l'organisation du travail ont malheureusement égratigné la confiance qui devrait régner entre des partenaires qui - même s'ils ont parfois des points de vue différents - poursuivent les mêmes objectifs.

J'en resterai là et je n'aimerai pas revenir sur ces discussions. Nous avons eu récemment l'opportunité de nous réunir, chambres professionnelles, fédérations et Gouvernement afin que chacun puisse entendre et, je l'espère, comprendre les positions de l'autre. Maintenant il nous faut travailler constructivement et rétablir cette confiance. En parcourant notre rapport d'activités de l'année passée, je retrouve beaucoup d'exemples de dossiers ou de sujets qui me confirment qu'une collaboration sereine, ouverte et constructive reste possible et nous permet d'avancer ensemble.

Je cite en guise d'exemples l'élaboration du plan d'action en faveur de la compétitivité des PME, dévoilé au début 2015, un pas sérieux pour faire avancer l'économie luxembourgeoise, ou encore le projet de loi concernant le bail commercial qui touche autant aux intérêts de nos membres qui sont preneurs d'un bail commercial que de ceux qui sont propriétaires. Dans ce dossier, la **clc** a le souci de préserver un équilibre juste entre locataires et bailleurs. Dans cette optique la **clc** a analysé en détail le texte du projet de loi et a rédigé un avis en étroite collaboration avec des experts et les fédérations professionnelles concernées. Presque toutes nos remarques ont été entendues et je m'en félicite.

En 2015, nous avons travaillé sur un nombre impressionnant de dossiers qu'il m'est impossible d'énumérer tous. Aux fins d'illustration, je nommerai le droit de la concurrence, la thématique de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la TVA, la formation professionnelle, la réforme fiscale et le congé parental. Je ne veux pas oublier la promotion de nos secteurs au travers par exemple du Cluster for Logistics, d'ICT Luxembourg ou dans le cadre du programme GoodIdea pour promouvoir le commerce luxembourgeois. Depuis toujours il nous importe de travailler d'une manière efficiente et efficace, souvent hors des regards de la place publique. La **clc** ne veut pas céder à la théâtralité ou au sensationnel, elle est orientée vers des résultats.

Je voudrais rappeler ici que la digitalisation est un des 5 axes du Pakt PRO Commerce que la **clc** a proposé au Ministère de l'Economie en 2015 et qui a été signé au printemps 2016. La **clc** est en train de travailler avec le Ministère de l'économie sur ce projet qui doit démarrer concrètement sous peu. Avec l'annonce de

cette initiative du PAKT, nous avons suscité une forte attente à laquelle il faut donner maintenant du vrai contenu et des moyens budgétaires.

Je me permets de rappeler aussi que ce sont les entreprises qui créent les emplois et qui témoignent de la santé d'un pays. Nous gardons un pied ferme à l'étrier et nous continuerons à promouvoir la création d'emploi, à développer nos commerces et à œuvrer pour une économie saine et solide au bénéfice de tous, dont les consommateurs finaux, les clients, et le service et le respect qu'ils méritent. Un client heureux n'est-il pas un client fidèle ?

Notre invité, M. Guy Burkhardt développera justement cette notion de client heureux, pilier humain de l'économie. Dans sa conférence intitulée : « Aime ton client comme toi-même » il expliquera comment, grâce au Service Client, on peut rendre des entreprises et commerces plus performants et avoir des collaborateurs loyaux et satisfaits.

Madame la Secrétaire d'Etat, merci encore de votre présence qui confirme votre engagement auprès de la **clc**. Permettez-moi, de vous passer la parole avant le début de notre conférence.

Mesdames et Messieurs, merci de votre attention.

Fernand **ERNSTER**





Le Conseil d'Administration

Le CA constitue l'émanation légale de l'Assemblée générale responsable des affaires de l'association. Tout en œuvrant sous le contrôle de l'AG, le CA et l'AG travaillent ensemble dans une transparence absolue.

Le CA définit les orientations politiques de l'association et détermine ainsi la vision, les objectifs spécifiques, les axes stratégiques et les valeurs organisationnelles. Il élit son président et les vice-présidents qui se réunissent en Comité exécutif.

Il se prononce par votation sur les bilans de gestion, les plans stratégiques, les budgets prévisionnels et les comptes et bilans financiers de la **clc**. A cette fin, il est le garant, face à l'AG, du respect des obligations d'objectifs et de moyens.

Il assume par votation les diverses obligations légales liées au cadre légal financier auquel est soumis la **clc**.

Le CA, composé de 21 administrateurs, accompagne la **clc** dans la réalisation de ses missions.

Il s'est réuni 5 fois au cours de l'année 2016.

COMMERCE		
Claude ALVISSE	MOEBEL ALVISSE	Fédération Luxembourgeoise de l'Ameublement FEDAM
Fernand ERNSTER	LIBRAIRIE ERNSTER	Fédération Luxembourgeoise des Libraires FLL
Robert GOERES	GOERES HORLOGERIE	Groupeement des activités commerciales diverses
Jean-Paul HERBER	MODES HOFFMANN-THILL	Fédération de la Mode FEMO
Christian MAROLDT	MAROLDT	Fédération Luxembourgeoise des Négociants en matériaux de construction FEMACO
Raymond MUNHOWEN	IMEX DRINK	Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons FEDIB
Raymond NIESEN	BUROTREND	Fédération Bureautique FEBU
Michel RODENBOURG	L'ÉPICERIE	Groupeement Alimentation
Laurent SCHONCKERT	CACTUS	Syndicat des importateurs-exportateurs et distributeurs-grossistes en alimentation et autres produits de consommation

SERVICES		
Jean DIEDERICH	KURT SALMON	Association des Professionnels de la Société de l'Information APSI
Carlo HEIN	PROPERTY MANAGEMENT LUXEMBOURG	Fédération Internationale des Professions Immobilières FIABCI
Gary KNEIP	DATA 4	Association des Professionnels de la Société de l'Information APSI
Berny LEY	VOYAGES FLAMMANG	Groupeement des Agences de Voyages du Grand-Duché GAVL
Georges MULLER	CEGECOM	Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg OPAL
Netty THINES	MEDIATION	Association des agences conseils en marketing et communication MARKCOM
Gerry WAGNER	ARVAL Luxembourg	MOBIZ (Rental and Mobility Business Association)
Bob WALTE	LEASEPLAN LUXEMBOURG	MOBIZ (Rental and Mobility Business Association)

TRANSPORTS		
Edouard GOEDERT	AUTOPOLIS SA	Association des Distributeurs Automobiles Luxembourgeois ADAL
Jos SALES	SALES-LENTZ AUTOCARS	Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA
Roland SIMON	VOYAGES KOOB	Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA
Marianne WELTER	ARTHUR WELTER	Groupeement des Entrepreneurs de Transports

Le Comité exécutif

Le Comité exécutif émane du Conseil d'administration. Le comité est un organe collégial composé du président du Conseil d'administration et de plusieurs vice-présidents ainsi que du Directeur. Organe de conseil et de supervision, il fait bénéficier la direction et les conseillers de la **clc** de sa sagesse et de son expérience des affaires économiques. Il est à l'écoute des fédérations et, en commun avec le Directeur, est leur représentant auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Conformément à la structure confédérale, les vice-présidents et le président représentent l'ensemble des membres de la **clc** et les secteurs desquels ils sont issus.

Le Comité exécutif s'est réuni 9 fois en 2016 et était présent à toutes les missions et représentations de la **clc**.

NOM	ENTREPRISE / FIRME	FÉDÉRATION / GROUPEMENT / ASSOCIATION
Président		
Fernand ERNSTER	LIBRAIRIE ERNSTER	Fédération Luxembourgeoise des Libraires FLL
Directeur clc		
Thierry NOTHUM		
Vice-Présidents		
COMMERCE		
Laurent SCHONCKERT	CACTUS	Syndicat des importateurs-exportateurs et distributeurs-grossistes en alimentation et autres produits de consommation
SERVICES		
Georges MULLER	CEGECOM	Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg OPAL
Bob WALTE	LEASEPLAN LUXEMBOURG	MOBIZ (Rental and Mobility Business Association)
TRANSPORTS		
Jos SALES	SALES-LENTZ AUTOCARS	Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA

15 mars 2016

Conférence FELSEA
« la qualité de l'éduca-
tion et
de l'accueil – les
nouveaux enjeux liés
au projet de loi 6410 »

22 mars 2016

APSI Day 1

29 juin 2016

APSI Day 2

14 juillet 2016

World Café
(communication
digitale)

29 janvier 2016

Forum des Ressources
Humaines (dialogue
social)

16 mars 2016

Forum des Ressources
Humaines (le reclasse-
ment)

14 avril 2016

Forum ICT
(le cloud pour PME)

13 juillet 2016

Conférence eCOM.lu
(the Future of Retail)

02

LA RÉTROSPECTIVE 2016

17 octobre 2016

Journée des Présidents

28 octobre 2016

Conférence FELSEA
«Connected Life»

05 octobre 2016

Forum des Ressources
Humaines (le service
employeur de l'ADEM)

25 octobre 2016

Conférence «l'assurance
qualité et le plurilin-
guisme: les défis pour la
rentrée 2017»

25 novembre 2016

Forum des Ressources
Humaines (introduction du
système bonus-malus AAA)

03



03

LES RESSOURCES HUMAINES

Les collaborateurs de la clc

L'équipe de la **clc**, forte de 20 personnes est dirigée par le Comité de direction composé de Thierry Nothum, Claude Bizjak, Sylvie Fasbinder et Alain Petry.

La **clc** s'organise en plusieurs pôles de compétences et travaille en collaboration avec le Comité exécutif et le Conseil d'administration selon les règles de gouvernance en place.

L'équipe reflète la complexité socio-économique de notre pays : huit nationalités différentes et la maîtrise des langues française, allemande, anglaise, italienne et portugaise ; le luxembourgeois restant la langue véhiculaire en interne.

Les collaborateurs polyvalents de la **clc** sont spécialisés dans différents domaines dont la gestion, le droit en général (droit social, du travail, des transports ou immobilier en particulier), les médias, la communication, les nouvelles technologies, la comptabilité, les finances et les sciences humaines. La **clc** fonctionne selon un modèle collaboratif où chacun contribue de manière pertinente.



Alain Petry, Sylvie Fasbinder, Thierry Nothum (directeur de la **clc**) et Claude Bizjak (de g. à d.)

Parmi les missions confiées à la clc par ses 59 fédérations affiliées, on peut noter:

- la représentation des secteurs et fédérations sur le plan politique, auprès des administrations, de nombreuses instances gouvernementales (en direct ou par le biais de l'UEL - tripartite, quadripartite)
- la représentation de ses membres à différents organes, notamment à la Sécurité Sociale, à la Santé au Travail, au Conseil Arbitral, au Comité de Conjoncture, au CES...
- la représentation des membres et de leurs fédérations dans des groupes de travail consultatifs, des Conseils, Commissions et autres groupes de travail institutionnels et privés
- la représentation des membres et de leurs fédérations dans les médias, la communication et le marketing
- l'assistance et le conseil de manière générale
- l'information sur l'évolution de l'environnement législatif national et communautaire
- l'élaboration et la présentation de solutions à nos membres professionnels (à titre d'exemples, les associations Ecotrel et Valorlux)

La **clc** organise régulièrement des conférences et workshops sous le sigle FRH (Forum des Ressources Humaines), des conférences sur des sujets d'actualité, des événements networking en soirée et des forums de l'ICT.

La **clc** émet des communiqués de presse, prend position par rapport aux actualités, elle communique à travers son site Internet et le **clconnect**, magazine édité cinq fois par an.

La **clc** préconise toujours une culture de service par rapport aux membres et par rapport aux collègues de travail permettant ainsi à chaque collaborateur de valoriser ses compétences. Les collaborateurs disposent d'une grande autonomie dans l'organisation de leurs heures de travail et sont encouragés à suivre des formations professionnelles.

Les nouveaux collaborateurs en 2016

Trois nouveaux collaborateurs ont rejoint l'équipe de la **clc**.



Marc WILTGEN

a rejoint la **clc** en avril et a repris la FLEAA (Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars).



Antoine RIES

a rejoint la **clc** en septembre pour reprendre les trois fédérations (MarkCom, Espace Pub et Design Luxembourg) de la part de Marie-Laure Moreau (congrés maternité et parental). Antoine s'est également occupé du nouveau site de la **clc** dont il a assuré la finalisation. Il s'occupe également du Groupement Transports.



Astrid SCHUH

a rejoint la **clc** en novembre pour s'occuper du SPL (Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois).

Les collaborateurs qui ont quitté la **clc** en 2016

Robert Kummer, Tanja Bollendorf et Serge Moulin ont quitté la **clc** pour entamer un autre cheminement professionnel. Francine Mackel est partie en retraite après avoir passé 12 ans au service de la **clc**.

La **clc** remercie tous ces collaborateurs et souhaite bon succès dans les nouveaux parcours professionnels et un repos bien mérité à Francine.



Robert KUMMER



Tanja BOLLENDORF



Serge MOULIN



Francine MACKEL

Organigramme clc 2016

	Président Fernand ERNSTER			
COMITÉ EXÉCUTIF	Vice-président Georges MULLER	Vice-président Jos SALES	Vice-président Laurent SCHONCKERT	Vice-président Bob WALTÉ
COMITÉ DE DIRECTION	Thierry NOTHUM	Claude BIZJAK	Sylvie FASBINDER	Alain PETRY
PÔLES DE COMPÉTENCES	Mobilité-Logistique	Services marchands et immobiliers	Société de l'information	Santé-Social
CONSEILLERS	Alain PETRY Robert KUMMER Serge MOULIN Antoine RIES Marc WILTGEN	Thierry NOTHUM Sylvie FASBINDER Elisabeth CRUZ Serge MOULIN Nathalie MULLER Isabelle PHALIPPOU Rafael RAIMUNDO Lucia SEDA Silvia TEIXEIRA	Blazenka BARTOLOVIC Claude BIZJAK Elisabeth CRUZ Sylvie FASBINDER Rafael RAIMUNDO Antoine RIES	Claude BIZJAK Elisabeth CRUZ Astrid SCHUH Lucia SEDA Silvia TEIXEIRA
FONCTIONS DE SUPPORT	Communication Sylvie FASBINDER Marie-Laure MOREAU	Back Office Gaby LEUCK Francine MACKEL Perrine SCHULER Anne WEBER Tuba YORCU Nathalie MULLER	Good Idea Tanja BOLLENDORF Sebastian REDDEKER	

Les collaboratrices secrétariat – comptabilité



Gaby LEUCK
Réception



Perrine SCHULER
Assistante de direction



Tuba YORCU
Secrétariat-comptabilité



Nathalie MULLER
Responsable comptabilité



Francine MACKEL
Comptabilité



Anne WEBER
Comptabilité

Les collaborateurs du projet « Shopping in Luxembourg – Good Idea »



Tanja BOLLENDORF
Coordnatrice de projet



Sebastian REDDEKER
Coordinateur de projet

04



04

LES CONSEILLERS ET LEURS FÉDÉRATIONS



Blazenka BARTOLOVIĆ



Blazenka Bartolovic a rejoint la **clc** fin 2015 pour renforcer l'équipe de Conseillers.

Ancien clerc de notaire, Blazenka est de formation juriste. Après avoir travaillé pour deux études notariales, elle décide, en 2007, de poursuivre son parcours professionnel auprès d'une chambre professionnelle patronale en tant que conseil d'entreprise dans le domaine des PME. Elle s'y est spécialisée dans le conseil création, cession et transmission d'entreprises ainsi que dans le conseil spécialisé en droit des sociétés, droit des contrats et le droit de la sécurité sociale.

Aujourd'hui, Blazenka, ensemble avec Claude Bizjak, s'occupe de la Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg (OPAL) asbl.

La tâche qui lui est également dévolue est celle de la prise en charge du Groupement des Importateurs et Grossistes du Matériel Electrique (GME) asbl et, depuis février 2016 de l'Association pour la Vente Directe au Luxembourg (AVD) asbl.

Outre ses missions pour les fédérations, Blazenka intervient en tant que formatrice auprès d'une entreprise de formation du patronat. Elle représente également la **clc** en tant qu'assesseur au Conseil arbitral de la sécurité sociale.

GME – Le Groupement des Importateurs et Grossistes de Matériel Electrique

Président : Christian **MICHEL** (REXEL Luxembourg S.A.) ■ **Vice-Président :** Michael **THIEL** (SIPEL Sàrl) ■ **Secrétaire :** Laurent **PETRY** (ELECTROLUX Luxembourg Sàrl) ■ **Trésorier :** Jean-Pierre **FUCHS** (AEM Luxembourg S.A.) ■ **Administrateurs :** Laurent **SAEUL** (MINUSINES S.A.), Catherine **JUNGES** (PHOENIX CONTACT Sàrl), Marco **ZENNER** (MARCO ZENNER Sàrl)

Les points importants en 2016

Le **Groupement des Importateurs et Grossistes de Matériel Electrique a.s.b.l. (GME)**, www.gme.lu, représente aujourd'hui 27 entreprises et s'adresse à tous les détaillants en matériel électrique ainsi qu'aux électriciens et autres professionnels du secteur de l'électricité au Luxembourg.

Le groupement représente un secteur en mouvance permanente. Les nouvelles directives européennes en matière d'efficacité énergétique et des économies d'énergie maintiennent la dynamique du secteur qui doit innover pour être à la pointe de la technologie.

Plusieurs réunions ont été organisées avec les acteurs compétents, notamment Ecotrel, pour étudier l'évolution de la situation internationale de la collecte et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques, ainsi qu'avec le Centre de compétences en vue de création d'une synergie avec APEL (Association des patrons électriciens du Luxembourg) dans le domaine de la formation.

En mars 2016, le **GME** avait initié l'organisation d'une visite de trois jours, pour ses membres et leurs clients, à la foire «Light & Building» à Francfort. Cette foire est la plus grande foire mondiale dédiée à l'éclairage et à la domotique.

Les perspectives pour 2017

Le **GME** s'est fixé comme mission de continuer la préparation active de tous ses membres aux défis lancés par le changement politique en matière de consommation énergétique.

Le **GME** continuera, par ailleurs, à se rapprocher d'autres fédérations ceci afin de développer des synergies communes.

AVD – Association de la Vente Directe asbl

Président: Bernard **LUCAS** | **Vice-Président:** Jacques **LOMBIN** (Excellence SARL) | **Secrétaire Général:** Daniel **THILMANY** (ZEN S.A. – ENVIE) | **Trésorier:** Sylvain **BONNET** (NL EUROPE S.A.) | **Administratrice:** Sarah **RIGANELLI** (VIP DOMOTEC GROUP S.A.)

Les points importants en 2016

Affiliée à la **clc** depuis février 2016, **L'ASSOCIATION POUR LA VENTE DIRECTE asbl (AVD)**, www.avd.lu, se donne pour missions la défense des intérêts de ses quinze entreprises membres, la promotion de la vente directe ainsi que le développement de ce type d'approche commerciale. L'association s'est dotée d'un code déontologique garantissant le respect du client, un travail en conformité avec les lois en vigueur et la qualité des produits et du service.

Les membres du CA de la fédération se sont réunis six fois durant l'année pour délibérer des points d'intérêts communs tels que la reconnaissance d'un statut spécifique de vendeur direct ainsi que l'encadrement juridique plus flexible du secteur de la vente directe, notamment en matière de sécurité sociale. Dans ce contexte, l'AVD est en contact avec les instances gouvernementales afin de les sensibiliser sur les défis du secteur de la vente directe mais également afin de participer activement à l'élimination des barrières de l'attractivité de l'entrepreneuriat.

Les perspectives pour 2017

L'AVD compte renforcer sa collaboration avec les instances gouvernementales et continuer de poursuivre sa mission de promotion du secteur de la vente directe et de ce type d'approche commerciale.

Le conseil d'administration continuera d'entamer les démarches nécessaires pour procéder au recrutement de nouveaux membres.

Claude Bizjak



Claude Bizjak débute sa carrière professionnelle au sein de l'opérateur mobile Tango et Tele2 Europe. Il y a contribué à la création d'un nouveau département européen visant à optimiser la coordination technologique, contractuelle et financière des différents opérateurs mobiles du groupe Tele2 dans le domaine du roaming.

A partir de 2005, il était en charge du développement de nouveaux produits tant dans le domaine de la télécommunication mobile que fixe. Ce poste lui a permis d'acquérir des connaissances approfondies dans l'élaboration de plans d'affaires, l'analyse de rentabilité, ainsi que du projet management.

Claude a rejoint la **clc** en octobre 2008. Il est membre de la direction de la **clc** et s'occupe plus particulièrement de l'intendance équipement, de tout ce qui touche au secteur des TICs et du développement digital.

Claude Bizjak représente également la **clc** dans un nombre d'institutions de la sécurité sociale, notamment la CNS, le CCSS, la mutualité des employeurs et le fond de compensation.

FLLAM – Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales

Président : Stéphane **GIDENNE**, (Ketterthill - LLAM S.A.) ■ **Trésorier :** Cyrial **TALON** (LUXANALYSES SARL) ■ **Secrétaire :** Bernard **WEBER** (Laboratoires Réunis S.C.)

Les points importants en 2016

Elle a pour objet la relation scientifique avec le corps médical, la promotion et la défense des intérêts des laboratoires d'analyses médicales privés extrahospitaliers auprès de la tutelle (Ministères de la Santé, Ministère de la Sécurité Sociale et Caisse Nationale de Santé).

La loi budgétaire de 2015 avait imposé aux membres de la FLLAM une réduction drastique et inattendue des tarifs de 20%, sans contrepartie. L'utilisation de la voie budgétaire avait déjà été dénoncée par la FLLAM à plusieurs reprises. Finalement, depuis le début de l'année 2016 d'importants travaux ont été initiés dans le but d'une révision complète de la nomenclature des actes de biologie médicale. Les membres de la FLLAM ont ainsi intégré les différents groupes de travail nécessaires à cette révision. Cette approche, qui de longue date, avait été proposée par la FLLAM permet de concilier les intérêts médicaux des patients dans le respect des règles de l'Art et les intérêts économiques de la CNS.

Au niveau du projet e-santé, les membres peuvent se réjouir de l'envoi effectif des données de biologie médicale sur la plate-forme. Ainsi la FLLAM se positionne comme un des précurseurs opérationnels du projet en question.

Les perspectives pour 2017

La FLLAM semble à nouveau être la victime de tendances qu'on pourrait qualifier de protectionniste, notamment à l'égard des domaines de l'anatomo-cytopathologie et de la génétique humaine. Les arguments avancés pour ce choix politique ne semblent pas en ligne avec les besoins réels de la population. Au cours de 2017 la FLLAM, en vue de mettre en œuvre une solution nationale qui permettra d'accorder les secteurs privé et public au profit du patient, espère pouvoir objectiver les discussions autour de ce dossier.

OPAL – Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg

Président : Jean-François **WILLAME** (Tango) ■ **Vice-Présidents :** Georges **MULLER** (Cegecom), Jeannot **GRETHEN** (Orange) ■ **Trésorier :** Paul **DENZLE** (Eltrona) ■ **Administrateurs :** BT Luxembourg, Rodrigo Benito **ALONSO** (BT Luxembourg), Arnauld **KNAPEN** (SFR), Roger **LAMPACH** (Luxconnect), Charlotte **EIJBERTS** (Verizon Belgium Luxembourg)

Les points importants en 2016

L'OPAL, la fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg, œuvre pour un marché des télécommunications ouvert et dynamique.

Au cours de l'année 2016, l'OPAL s'est, à côté de régulation nationale, investie largement dans les dossiers européens comme le Digital Single Market (DSM) ou encore le « Code des communications électroniques européen » (« le code »), une directive qui vise à cadrer la réglementation du marché des télécommunications.

En ce qui concerne le DSM, on a l'impression que les ambitions initiales de la commission européenne (CE) ont dû largement être revues à la baisse. A la fin, sur certains axes principaux comme par exemple la distribution de contenu numérique, on doit malheureusement se contenter d'un statu quo ; très décevant pour les distributeurs de contenu numérique au Luxembourg et leurs clients.

En septembre 2016, la CE a présenté « le code », qui aspire à créer un marché de télécommunication unique en stimulant les investissements dans les réseaux de nouvelle génération. Si les ambitions et objectifs sont partagés par tous les acteurs, il reste que le paysage des télécommunications européen est hautement hétérogène : par exemple, le taux de couverture large bande ou encore les parts de marché des opérateurs historiques varient dramatiquement d'un pays à l'autre de l'union européenne. En fin de compte, les marchés nationaux semblent encore avoir plus de disparités que de similitudes. Tandis que le président de la commission parle d'une « Europe à plusieurs vitesses », les propositions actuelles tendent à imposer une solution unique applicable à tous les pays : une tendance de déréglementation générale qui ne tient plus compte de la maturité des marchés ou encore ses spécificités nationales.

Les perspectives pour 2017

Outre une réorganisation interne, l'OPAL travaillera avant tout sur les analyses et études de marchés concernant le marché large bande, celles-ci seront entamées à partir de l'été 2017.

Elisabeth CRUZ



Après ses études de commerce à Bruxelles, Elisabeth débute son parcours professionnel en 1997 au Portugal. Ses fonctions, au sein d'un grand producteur de lunetterie, lui permettront d'acquérir des connaissances approfondies dans le processus d'approvisionnement et logistique d'une grande société active au niveau international. En 2002, Elisabeth reprendra la fonction de chef de projet et sera responsable de la gestion et la production en gros de produits fabriqués sur mesure.

Au début de l'année 2011, Elisabeth rejoint la **clc** en tant que conseillère et met son expérience au profit de multiples fédérations. Aujourd'hui, elle s'occupe plus particulièrement du secteur des Crèches et des Agences de voyage. Outre, ses activités au niveau des fédérations, Elisabeth participe activement à divers dossiers horizontaux.

FELSEA – Fédération Luxembourgeoise des Services d'Education et d'Accueil pour Enfants

Présidente: Maria **CASTROVINCI DE ALMEIDA** (Coccinella) | **Vice-présidente:** Yolande **HAAS-HOFFMANN** (Butzeburg) | **Trésorier:** Pierre **GODARD** (L'enfant Roi) | **Secrétaire:** Arthur **CARVAS** (King Arthur's Castle) | **Administrateurs:** Maxime **AREND** (Butzennascht – Faarwennascht), David **HUTH** (Butzemillen), Stanislas **LAVOREL** (Lavorel Kids & Baby), Christian **MITCHELL** (La Luciole), Eric **SCHOELS** (Kids'Ville)

Les points importants en 2016

Le secteur de l'enfance connaît une profonde mutation depuis l'introduction des chèques-service accueil en 2009.

Les adaptations à réaliser par les services d'éducation et d'accueil pour enfants (SEA) notamment en termes de qualité et de sécurité ont un impact sur leur gestion ainsi que sur leur organisation. Cet impact est d'autant plus lourd de conséquences pour le secteur privé.

La **FELSEA** représente quelques 130 structures de tailles, de situations géographiques et de concepts différents, ce qui équivaut à environ 4.850 places, soit 42% du secteur de l'accueil privé des enfants. Elle est à présent reconnue comme représentant légitime du secteur privé tant par le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) ou le Ministère de la Santé que par d'autres institutions telles l'ITM, la Chambre de Commerce ou la House of Training.

La rentrée 2017-2018 constituera un moment charnière auquel les SEA se préparent progressivement.

Le secteur doit continuer à miser sur la qualité de l'éducation et de l'accueil des enfants tout en y intégrant une dimension supplémentaire :

- Loi jeunesse modifiée - mise en place de l'assurance qualité et de ses instruments
Les SEA devront élaborer un concept d'action général selon le cadre de référence national, tenir un journal de bord, mettre en place un plan formation continue et accepter l'intervention des agents régionaux.
Pour ce faire, la **FELSEA** siège au sein des commissions Qualité, Cadre de Référence et Formation Continue. Dans ce contexte, elle œuvre aussi pour que l'offre de formation soit plus étoffée et pour que la reconnaissance des diplômes soit simplifiée.
- Projet de loi jeunesse modifiée – offre d'un programme d'éducation plurilingue. Son intégration sera obligatoire dans tous les SEA accueillant des jeunes enfants qui souhaitent bénéficier de la reconnaissance comme prestataire du chèque-service accueil.

Les SEA devront permettre l'immersion des enfants en luxembourgeois et en français, nommer un référent pédagogique, mettre en place un plan formation continue dans le domaine du développement langagier et renforcer le partenariat avec les parents ainsi que la mise en réseau.

Dans ce sens, certains membres participent au projet-pilote lancé au 1^{er} trimestre 2016 et aux différentes réunions d'échange entre experts du terrain.

La **FELSEA**, dans son rôle de vecteur d'information, a organisé en collaboration avec le MENJE, deux conférences auxquelles ont assisté plus de 150 représentants de SEA privés et conventionnés: la première en date du 15 mars 2016 et la deuxième, le 25 octobre 2016 lesquelles ont respectivement abordé les thèmes de l'assurance qualité et du plurilinguisme.

D'autres dossiers primordiaux méritent aussi toute son attention au quotidien :

- Mise en conformité sécurité
- Mise en conformité hygiène
- Règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément

En 2014, la **FELSEA** avait introduit un recours en annulation ce qui lui a permis d'obtenir, pour les structures existantes, un prolongement de la période de mise en application dudit règlement au 15 juillet 2018.

A ce titre, la Fédération siège aujourd'hui dans la commission *Révision du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013*.

Les perspectives 2017

La Fédération poursuivra son travail dans les dossiers en cours et fera part des remontées du terrain dans les diverses commissions et échanges qu'elle aura avec ses différents interlocuteurs.

En matière d'assurance qualité, il lui faudra rassurer ses membres. La fédération est en effet persuadée que la majorité des structures œuvrent déjà dans une démarche qualité, qu'elles le font de manière instinctive en pensant avant tout au bien-être des enfants. Il leur faut maintenant formaliser jusqu'au 2 octobre 2017, dans un concept d'action général et un journal de bord ce qui dans les faits, est déjà en place : un processus qualité évolutif visant l'amélioration constante de l'éducation et de l'accueil des enfants. Dans ce sens, une conférence organisée en collaboration avec le Service National de la Jeunesse, se tiendra le 4 mai 2017.

En ce qui concerne le programme d'éducation plurilingue, la fédération ensemble avec le MENJE devra répondre aux interrogations des membres quant à sa mise en œuvre : qualification du personnel, ratios d'encadrement, formation continue et son co-financement,...

La **FELSEA** négociera également avec le MENJE - sur base d'une étude de rentabilité d'un SEA-type - le financement tant de l'assurance qualité que du programme d'éducation plurilingue.

Par ailleurs, les pourparlers relatifs au Règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l'agrément, devraient être également conclus pour la prochaine rentrée.

Enfin, en ce qui concerne son fonctionnement, un nouveau barème de cotisations devrait être introduit. En parallèle, l'accent sera mis sur le recrutement de nouveaux membres ainsi que sur la communication tant interne qu'externe grâce au lancement d'un nouveau site.

Vu les enjeux, la **FELSEA** se doit d'effectuer un suivi régulier de la politique enfance actuellement menée par le gouvernement afin de pouvoir influencer sa mise en œuvre et ainsi assurer la pérennité de l'ensemble du secteur.

SAVL – Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg

Président faisant fonction : Marc **LEYEN** (Tip Top Travel) ■ Trésorier : Gabrielle **WELTER** (Lux Voyages) ■ Administrateurs : Bob **GOERENS** (Voyages Sotour – La bourse aux Voyages), Mohamed Amine **SOLTANI** (Top Evasion)

Les points importants en 2016

Le **SAVL**, ensemble avec l'ULAV et l'ULC, a travaillé sur la mise en conformité de la Commission Luxembourgeoise des Litiges de Voyages (CLLV) à la loi du 17 février 2016 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation.

Depuis le 27 octobre 2016, la CLLV est ainsi reconnue en tant qu'entité qualifiée aux côtés de l'entité résiduelle, le Service National du Médiateur de la Consommation (SNMC) auprès duquel tout consommateur ou tout professionnel cherchant à trouver une solution amiable à un litige de consommation peut s'adresser. Dans le cas précis d'un litige portant sur un voyage à forfait, la réclamation peut être effectuée soit directement auprès de la CLLV soit auprès du SNMC qui la dirigera vers la CLLV.

D'autre part, le **SAVL** a suivi les travaux relatifs à la directive 2015/2302/UE portant sur les voyages à forfait et les prestations de voyage liées. La Fédération a participé aux échanges avec le Ministère de l'Economie et lui a fait part des implications pratiques pour le secteur de certaines des dispositions de la directive. Le texte européen renforçant plus encore la protection des consommateurs et sa transposition étant prévue à harmonisation maximale, il convient de s'en tenir à la directive et rien qu'à la directive tout en apportant certaines clarifications. Aussi, le législateur devra prendre position en matière de responsabilité de la bonne exécution du forfait ainsi que de la mise en œuvre de la garantie financière.

Les perspectives pour 2017

Le **SAVL** continuera de se mobiliser pour défendre les intérêts de ses membres dans les dossiers importants pour ce secteur en constante évolution. La Fédération s'impliquera plus précisément au niveau de la transposition en droit national de la directive 2015/2302/UE.

ULAV – Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg

Président : Fernand **HEINISCH** (Voyages Emile Weber) ■ **Vice-président :** Berny **LEY** (Voyages Flammang) ■ **Trésorier :** Nicole **STEIN** (Voyages Wengler-Stein) ■ **Administrateurs :** Yasmine **EICKHOFF** (Demy Travel), Joël **KREMER** (CFL Evasion), Alberto **KUNKEL** (LuxairTours), Marc **SALES** (We love to travel)

Les points importants en 2016

L'ULAV œuvre continuellement pour la valorisation du métier d'agent de voyages. Ce dernier est amené à répondre aux demandes de plus en plus spécifiques des voyageurs et à s'adapter à la réorganisation du réseau de distribution des voyages. C'est ainsi que les agences de voyages et tour-opérateurs membres misent sur la prestation personnalisée d'un service de qualité.

Par ailleurs, la Fédération a entretenu des contacts réguliers avec le Ministère de l'Economie en vue de défendre les intérêts des professionnels dans le cadre de :

1. La transposition de la directive 2015/2302/UE relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées aura pour conséquence une refonte complète du chapitre concerné dans le Code de la consommation.

En vue de s'adapter à la nouvelle ère numérique et de garantir la sécurité juridique dans le domaine des voyages, la directive prévoit une harmonisation maximale. Son champ d'application est ainsi élargi à la notion de prestation de voyage liée en ligne. De plus, le professionnel aura une obligation d'information précontractuelle renforcée et les voyageurs auront potentiellement plus de possibilités d'annuler sans frais. Aussi, il est primordial pour le secteur que le législateur national apporte des précisions complémentaires pour éviter les divergences dans les interprétations et qu'il se prononce tant en matière de responsabilité de la bonne exécution du forfait que de la mise en œuvre de la garantie financière.

2. La loi du 17 février 2016 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation qui est entrée en vigueur le 18 avril.

Dans ce contexte, la Commission Luxembourgeoise des Litiges de Voyages s'y est conformée et est reconvenue depuis le 27 octobre 2016 en tant qu'entité qualifiée, à l'instar de la CSSF ou de l'ILR.

Les perspectives pour 2017

L'ULAV continuera la promotion du métier d'agent de voyages et s'impliquera activement dans la transposition de la directive 2015/2302/UE. Sachant qu'elle doit être transposée en droit national pour le 1^{er} janvier 2018 et appliquée à partir du 1^{er} juillet 2018, le projet de loi y relatif devrait être disponible vers le mois d'avril 2017. Dans ce sens, une campagne d'information sur les changements apportés par ce nouveau cadre réglementaire sur le quotidien des professionnels sera mise en place.

Sylvie FASBINDER



Sylvie a rejoint la **clc** en avril 2014. Titulaire d'un MBA et dotée d'une expérience variée acquise dans différents domaines d'activités à Luxembourg (finance internationale et gestion d'entreprise), à Paris (communication et relations publiques, fusion et acquisitions d'entreprises) et en Afrique (gestion de projets et développement micro-économique), elle détient également le titre de conseiller économique ainsi qu'un diplôme en langue luxembourgeoise.

Sylvie est membre de la direction de la **clc** et s'occupe plus particulièrement de l'administration générale, des finances, de la gestion des ressources humaines et des initiatives RSE de la **clc**. Elle supervise la communication et participe ponctuellement à des groupes de travail internes. Plusieurs fédérations sont dans son portefeuille qui varie en fonction des besoins.

Année de constitution : **1982**

LB – Fédération luxembourgeoise des éditeurs de livres

Président: Doris **BINTNER** ■ Vice-Président: Manuel **SCHORTGEN** ■ Trésorier: Thomas **SCHOOS** ■ Secrétaire: Paul **BAULER** ■ Administrateurs: Christiane **KRECKÉ**, Jeanny **FRIEDERICH-SCHMIT**

La Fédération a quitté la **clc** en juin 2016 ayant décidé de poursuivre son chemin en se regroupant avec d'autres associations. La **clc** continue cependant de faire la liste mensuelle des « Bestsellers » pour le compte de la fédération.

FLL – Fédération Luxembourgeoise des Libraires

Président: Dirk **SUMKÖTTER** (Librairie ERNSTER) ■ **Trésorier:** Juan **NAVARRO** (LIBO) ■ **Secrétaire:** Anne **DIDERICH** (Librairie Diderich) ■ **Administrateurs:** Romy **LIEFGEN** (Librairie Zimmer), Fernand **ERNSTER** (Librairie ERNSTER)

Les points importants en 2016

La **FLL** représente les intérêts de ses membres libraires auprès d'autorités, organismes culturels et autres institutions ou organisations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Elle considère le livre comme un bien culturel qui doit être promu et reconnu. Elle est membre du Conseil National du Livre et de l'EIBF (European and International Booksellers' Federation).

La **FLL** a maintenu un contact régulier avec le Ministère de l'éducation afin de se concerter sur tout en ce qui concerne le sujet « livres scolaires », notamment la distribution des listes des manuels ; l'objectif étant de garantir le meilleur déroulement possible de la rentrée par rapport à la vente des livres scolaires.

La **FLL** a renouvelé sa participation active à l'organisation de la « Journée mondiale du livre et du Droit d'auteur » qui avait lieu en avril 2016. Cette année, la manifestation portait sur la Chaîne du Livre, de l'idée de l'auteur à la vente du livre en librairie. Pendant une semaine entière, des stands informant sur toutes les étapes qu'un livre doit traverser avant d'être « fini », étaient exposés à la Belle Etoile. Les stands étaient bien visités, notamment par des classes d'élèves.

L'action annuelle des bons pour élèves méritants a été reconduite en collaboration avec le Ministère de l'Education ; au total 2.500 bons d'une valeur de 20 € ont été distribués.

Comme les années précédentes, la **FLL**, en coopération avec la Fédération des éditeurs luxembourgeois (Lëtzebuurger Bicherediteuren), a édité la liste mensuelle des meilleures ventes de livres au Luxembourg, la « Bestsellerlëscht ».

En novembre, les membres de la **FLL** ont participé activement aux Walfer Bicherdeeg avec un stand qui a attiré de nombreux visiteurs. Le stand, sous le thème « nei Welten – les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain » a fait découvrir, ou redécouvrir, des auteurs précurseurs sur leur temps et des auteurs de science-fiction dont certaines visions sont en train de prendre vie dans la réalité.

Les perspectives pour 2017

La **FLL** continue de s'impliquer au niveau de la Journée mondiale du livre et reconduira de même l'action de bons pour élèves méritants qui sert à attirer les jeunes vers la lecture. Quant aux livres scolaires, la **FLL** suivra de près l'évolution du projet d'une plateforme électronique avec le Ministère de l'éducation que celui-ci voudra mettre en place pour permettre de faire des recherches de livres par classe et type d'école. D'autres problématiques autour de la fourniture des livres scolaires seront traités en étroite collaboration avec le ministère concerné.

La **FLL** participera également de nouveau aux Walfer Bicherdeeg, événement national d'envergure.

La fédération sera attentive tout au long de l'année aux défis du secteur afin de le défendre et de faire perdurer le métier du Libraire dont la première vocation est celle du conseil.

FLC – Fédération du Label Cassis

Président : Jean-Marc **GÉRARDY** (Aptosite) – jusqu'en août 2016 ■ **Présidente :** Corinne **LOESEL** (4 Your Success) – à partir d'août 2016 ■ **Vice-Président :** Patrice **DUPONT** (Logi-Cité) ■ **Trésorier :** Arnaud **GUILLAUME** (en nom propre) ■ **Secrétaire :** Corinne **LOESEL** (4 Your Success) ■ **Administrateurs :** Jean-François **HUBERMONT** (en nom propre), Christiane **TURCK** (Tellitweb), Mohamed **CHÉRIF** (Piacoo)

Les points importants en 2016

La **FLC** a rejoint la **clc** en juillet 2016. Soucieuse d'un soutien administratif professionnel et désireuse de faire évoluer la fédération, elle s'était tournée vers la **clc** afin de bénéficier de son support de facilitateur et de développeur. La Fédération a ainsi pu profiter des conseils de la **clc**, de toutes les plateformes et de tous les réseaux que celle-ci met à disposition de ses membres.

La **FLC** a pour mission de défendre et de promouvoir tous les services (audit, conseil, formation, accompagnement, implémentation, exploitation) destinés aux entreprises et organisations, principalement les PME et TPE, basés sur les méthodes, les techniques ou les outils de management stratégique ou opérationnel que l'association développe, recommande ou accrédite.

Les membres du Conseil d'administration et les groupes de travail se sont réunis à de nombreuses reprises afin de discuter du développement de la fédération. Plusieurs « World Cafés » ont été organisés en 2016 sur les sujets de la communication digitale et sur le management et RH en PME. Chaque sujet avait quelques sous-sujets qui ont été traités individuellement. Ces rencontres permettent aux participants de s'échanger entre eux, en petit groupe animé par un expert. Le principe des tables tournantes donne la possibilité de participer à plusieurs discussions avec l'expert du sujet en question. Ces World-Cafés ont connu un beau succès.

Les perspectives pour 2017

La fédération étant lancée dans une vague de redynamisation planifie de changer de nom afin que celui-ci reflète plus clairement tous les services qu'elle offre. Une assemblée générale extraordinaire votera ce nom, le nouveau logo et le nouveau site web qui est en préparation.

La fédération planifie également d'organiser d'autres World-Cafés, des formations et des ateliers ainsi qu'une conférence sur la sécurité des données en fin d'année.

Une Charte éthique est en cours de préparation, elle sera signée par les membres de la fédération afin de clairement définir le fonctionnement de la fédération.

Marie-Laure Moreau



Après des études en communication marketing au sein d'une école de commerce en France, puis deux masters spécialisés en économie et gestion d'une part, et communication événementielle de l'autre, Marie-Laure Moreau s'est installée au Luxembourg.

Elle débute sa carrière dans des fonctions de communication auprès d'instituts financiers et d'un centre de recherche public de la place. Elle a rejoint la **clc** en 2013 au poste de Coordinatrice de projet « Shopping in Luxembourg – Good Idea » qu'elle a occupé pendant deux ans et demi. Elle a ensuite rejoint l'équipe des conseillers et s'occupe également d'une partie de la communication de la **clc**.

Espace Pub

Président : Lou **SCHEIDER** (IP Luxembourg) | **Secrétaire :** Robert **HEVER** (Régie.lu) | **Trésorier :** Francis **GASPAROTTO** (Maison Moderne) | **Administrateurs :** Roland **DERNOEDEN** (Imprimerie Centrale), Emmanuel **FLEIG** (Editpress), Jérôme **GUILMAIN** (Editus), Philippe **COSTARD** (publi.lux), Daniel **TROESCH** (publi.lux), Marina **ZABALA** (JC Decaux)

Les points importants en 2016

Espace Pub et la société Nielsen ont continué leur collaboration concernant l'étude **Luxembourg Ad'Report**. Pendant toute l'année, les membres d'**Espace Pub** et la société Nielsen ont travaillé main dans la main afin de collecter, contrôler, catégoriser par secteurs et enfin publier les investissements publicitaires.

Espace Pub a renégocié le contrat au niveau de l'étude Ad'Report, le liant avec l'institut Nielsen. Ce contrat prendra fin en 2019. Le contrat de subventionnement de l'étude par le Ministère d'Etat, service des médias et des communications, s'étend également jusqu'en 2019.

Les membres actuels représentent 94 % des investissements publicitaires. 30 % des investissements parviennent du marché international.

Les perspectives pour 2017

Espace Pub s'est mis comme objectif de redéfinir le périmètre pour la pige et souhaite élargir l'étude **Luxembourg AD'Report** à d'autres supports qui ne font pas encore parti de l'étude. L'Internet étant un nouveau segment couvert, de nombreux sites ne sont pas encore répertoriés et seront notamment approchés dans ce contexte.

La fédération **Espace Pub** s'est également mise comme objectif pour 2017 de continuer d'étudier l'évolution du marché publicitaire au Luxembourg et de mettre en place des mesures de professionnalisation de celui-ci.

La fédération a été reprise par Antoine Ries fin 2016 en remplacement de Marie-Laure Moreau, en congés de maternité et parental.

MarkCom

Président : Marc **HAAS** (Binsfeld) depuis juin 2016 (en remplacement de Netty Thines) ■ **Vice-présidente :** Netty **THINES** (Médiation) ■ **Secrétaire :** Laure **ELSEN** (Accent Aigu) ■ **Trésorier :** Camille **GROFF** (Mikado) ■ **Administrateurs :** Françoise **REUTER** (Concept Factory), Kristof **DELLA SIEGA** (Plan K), Claude **MÜLLER** (Comed), Carole **PLATZ** (Emotion Event Management), Luc **BOLSIUS** (Ierace Dechmann + Partners), Tom **RETTET** (Moskito Productions)

Les points importants en 2016

En 2016, la **MarkCom** a continué ses efforts de repositionnement pour augmenter sa visibilité et promouvoir ainsi davantage les métiers de la communication. Sa mission est d'être une association, créatrice d'opportunités économiques au service des entreprises.

Dans ce contexte, la **MarkCom**, a organisé son troisième Creativity Camp qui s'est tenu le 28 janvier 2016. Cette compétition, qui a connu un grand succès pour sa première édition, a donné l'occasion aux agences du pays de démontrer leur savoir-faire et le déploiement de leur créativité.

La **MarkCom** a réalisé deux études en 2016. Une étude a été réalisée auprès de tous les membres afin de mettre en place un benchmark (min/max) sur les salaires appliqués dans les agences membres de la **MarkCom**. La **MarkCom** et la Chambre de Commerce ont également réalisé une étude du marché à laquelle 22 agences et 86 entreprises ont participé.

En tant que membre de l'EACA (European Association of Communications Agencies), la **MarkCom** participe activement à différents groupes de travail organisés par cette association européenne.

Après plusieurs années de lobbying, la **MarkCom** est devenue un interlocuteur privilégié des sociétés luxembourgeoises en matière de conseil en communication. Celles-ci, avant de lancer un appel d'offre, s'informent préalablement auprès de la **MarkCom** pour mieux le structurer/préparer ; elles proposent souvent une rémunération aux agences qui y répondent.

Les perspectives pour 2017

La **MarkCom** organisera son quatrième Creativity Camp en 2017. Celui-ci est réservé à ses membres et a pour but de promouvoir le savoir-faire et la créativité des agences de communication du Luxembourg.

La **MarkCom** va lancer son nouveau site web (www.markcom.lu) où elle mettra à disposition des entreprises des articles et recommandations pratiques concernant de loin ou de près le marketing et la communication.

D'autres événements prévus pour l'année 2017 sont l'organisation d'un roadshow auprès des ministères et annonceurs, la participation à d'événements internationaux de marketing et de communication ainsi que le traditionnel Summer Drink.

La **MarkCom** vise également l'organisation d'événements ouverts aux agences qui ne sont pas encore membres afin de leur faire connaître ses activités.

Le Conseil d'administration continuera à mettre la priorité sur le recrutement de nouveaux membres, l'objectif étant d'atteindre le seuil de 50 membres rapidement. La création de divers groupes de travail doit notamment y contribuer.

La fédération a été reprise par Antoine Ries fin 2016 en remplacement de Marie-Laure Moreau, en congés de maternité et parental.

Design Luxembourg

Président : Frank **WEBER** (Studio Frank Weber) ■ **Vice-Président :** Laurent **GRASS** (Lola Strategy and Design) ■ **Trésorier :** Danielle **DICHTER** (Bizart) ■ **Administrateurs :** Jan **GLAS** (Glas Jan Design Management & Strategy), Baptiste **HUGONDUGAS** (H2A), Sebastian **STEFFES** (Molotov Design), Raoul **GROSS** (Raoul Gross – Design Studio)

Les points importants en 2016

Depuis sa création, **Design Luxembourg** se veut fédérateur de tous les designers. La fédération a été créée autour de l'idée que le design n'est pas seulement artistique ou créatif, mais qu'il a une réelle place à jouer dans l'attractivité et la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et de la Grande Région.

La pression sur le marché économique augmente et a souvent pour impact une réduction des budgets dans les métiers de la création. Pourtant, le design comme outil stratégique est un atout incontournable pour développer l'activité professionnelle d'une entreprise, d'une institution, d'un indépendant ou d'un métier spécialisé, afin de positionner ces derniers de façon pérenne sur les marchés, et pour attirer de nouveaux clients et prospects.

De plus, le design a un impact fondamental sur le développement économique et social du Luxembourg au niveau local et international. C'est pourquoi il est essentiel de sensibiliser le public et les autorités, et de les rendre plus attentifs à ces valeurs, ceci surtout dans l'approche du «Nation Branding» adopté par le gouvernement.

En 2016, **Design Luxembourg** a lancé son nouveau site internet www.designluxembourg.lu.

Les autres missions de **Design Luxembourg** sont la promotion des métiers du design au Grand-Duché de Luxembourg et la valorisation des compétences existantes sur le territoire.

Design Luxembourg est également membre actif de BEDA (Bureau of European Designers' Association). Ce partenariat permet d'avoir accès à un réseau d'informations sur le développement de la profession dans d'autres pays et de représenter les intérêts des designers au niveau européen.

Dans une approche de développement durable, le Luxembourg se doit d'utiliser ses forces et sa créativité en design afin d'améliorer ses produits, ses services et son image de marque.

Les perspectives pour 2017

Le Comité s'est engagé dans la continuité de cette idéologie et s'est donné pour tâche :

- D'organiser la deuxième édition des Luxembourg Design Awards à l'Abbaye de Neumünster. Cette soirée permettra de promouvoir et de récompenser les meilleurs projets de **Design luxembourgeois** et de la Grande-Région et ainsi de voir l'étendue de la créativité et du talent des designers et acteurs du monde de la communication.
- De représenter les métiers du design en développant de manière plus soutenue ses relations avec les différentes institutions du Luxembourg et de la Grande-Région, et au plan international
- De valoriser le métier des designers en défendant leurs intérêts
- De permettre aux acteurs de la communication visuelle de se rencontrer autour d'événements fédérateur : workshops, conférences et networking

La fédération a été reprise par Antoine Ries fin 2016 en remplacement de Marie-Laure Moreau, en congés de maternité et parental.

Nathalie MULLER



Nathalie Muller a débuté sa carrière professionnelle en 2014 dans la comptabilité et le conseil financier au sein d'une fiduciaire luxembourgeoise appartenant au groupe mondial BDO. Ce poste lui a permis d'acquérir des connaissances approfondies dans le domaine financier et celui du droit des sociétés commerciales au Luxembourg.

Après 2 ans d'activité au sein de ce secteur, Nathalie a intégré l'équipe de la **clc** en septembre 2015 en tant que comptable et conseillère. Elle s'occupe de la fédération du LMV (Lëtzebuerger Maarteverband). Depuis septembre 2016, elle est en charge de la comptabilité générale de la **clc**.

Nathalie est détentrice d'un bachelor en gestion d'entreprises de l'Université de Luxembourg, et d'un Master en Business Administration de l'université privée (EUFOM).

LMV – Lëtzebuerger Maarteverband

Président : Niki **KIRSCH** (Lëtzebuerger Geméis) | **Vice-Président :** Paul **DE VRIJ** (Fleurs Vry Hellange) | **Trésorière :** Edmée **GOUDEN** | **Secrétaire :** Sylvie **CLEES** (Bio-Haff Clees) | **Administrateurs :** Danielle **ARENDT**, Victor **CARVALHEIRO DIAS** (Goldfruits Dias), Romain **WOHL** (Beim Bonsai)

Les points importants en 2016

Le **LMV** a pour mission la défense des intérêts de ses membres et la promotion du « marché du frais » en mettant l'accent sur la qualité et la diversité des produits proposés par les marchands et maraîchers.

Dans ce sens, le **LMV** a réalisé divers événements qui rencontrent un succès grandissant auprès du public. Ainsi, par ordre chronologique, 10.000 œufs colorés ont été distribués lors des marchés quelques jours avant Pâques (du 17 au 19 mars). Cette action a été suivie par la Journée des Notabilités qui s'est tenue le 4 juin et qui a permis de récolter 4.253,93 € au profit de la Fondatioun Kriibskrank Kanner, ceci grâce aux nombreuses personnalités politiques qui ont assuré le service derrière les stands. L'action « Kachen um Maart » a été organisée pour la première fois le 10 juin à Ettelbruck, en collaboration avec la Ville d'Ettelbruck, le Centre d'Incendie et de Secours d'Ettelbruck (CISSETT) et l'Ecole Privée Saint-Anne (EPSA). En septembre 2016 ont eu lieu les traditionnelles rentrées des marchés, en collaboration avec les communes partenaires. Les rentrées ont été organisées à Differdange (15 septembre), Mamer (16 septembre), Diekirch (20 septembre), Dudelange (22 septembre), Esch-sur-Alzette (23 septembre), Strassen (23 septembre), Luxembourg (24 septembre), Kayl (27 septembre), Hesperange (28 septembre), Schiffflange (10 octobre) et Kirchberg (18 octobre). Le « Kachen um Maart » à la Ville de Luxembourg s'est tenue le 5 octobre sous le thème de la réduction du gaspillage alimentaire.

En plus et comme par le passé, le **LMV**, l'APFM et la Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg ont organisé une nouvelle édition du Glacismaart, en collaboration avec la Ville de Luxembourg et la **clc**. Ce marché se tenait sur la Place du Glacis chaque 3^e dimanche du mois de mars à novembre 2016.

Outre les événements organisés par la fédération, le **LMV** a fait une refonte complète de son site Internet www.maart.lu, muni de l'agenda des marchés et des événements afin de faciliter la transmission d'information à la clientèle.

Parallèlement à la campagne de promotion générale des différents marchés qui combine les supports traditionnels et digitaux, l'action spécifique à la Ville de Luxembourg – pénalisée par la présence accrue des chantiers – s'intensifie de plus en plus. Pour ne citer qu'un exemple, l'annonce du **LMV** a régulièrement habillé l'arrière de certains bus AVL.

Les perspectives pour 2017

Le **LMV** compte renforcer sa collaboration avec ses différents partenaires et poursuivre ses actions publicitaires en vue d'attirer une clientèle toujours plus nombreuse et diversifiée sur les multiples marchés que compte le Luxembourg.

Le **LMV** envisage d'organiser des événements supplémentaires en 2017 : une action de printemps pour les amateurs de bière est prévue à la Place Guillaume II en mars 2017, et un événement spécifique pour le 10^e anniversaire du marché frais à Ettelbruck est prévu en juin 2017.

Thierry NOTHUM



Thierry Nothum a été inspecteur des CFL jusqu'en 1990 pour reprendre ensuite pendant quatre ans le poste de chef de service du personnel de la LUXAIR.

En septembre 1994, il a été engagé en tant que directeur de la **clc** qu'il a dirigé avec beaucoup de professionnalisme. Il a annoncé son départ à la fin de l'année (avec effet au 31 mars 2017) afin de poursuivre un autre défi professionnel.

PRESTACO – Presse, Tabacs & Convenience

Président : Fons **JOHANS** (Tabacs Presse) | **Secrétaire :** Claude **WEBER** (Superspatz) | **Trésorier :** Pierre **NIZET** (Picha) |
Administrateur : Denis **VAN DEN ABBEEL** (Supermarket dps)

Les points importants en 2016

Le dossier saillant en 2016 était le projet de loi transposant en droit national la directive « tabacs ». La **clc** et la **PRESTACO** ont été consultés sur base d'un avant-projet. L'avis conjoint de la **clc** et de la **PRESTACO** a été adressé à la Chambre de Commerce ainsi qu'à la Ministre de la Santé, Lydia Mutsch. Les reproches principaux visaient le renforcement de certaines dispositions de la directive et la volonté d'interdire toute vente à distance de tabacs, tant nationale que transfrontalière. L'avis a soulevé par ailleurs des incohérences dans le texte du projet et des délais insuffisants pour se mettre en conformité.

Dans son second avis adressé à la Ministre de la Santé le 21 octobre 2016 concernant le projet de loi, la **clc** et la **PRESTACO** se sont félicitées qu'il avait été tenu compte d'un certain nombre de leurs remarques. Les deux organisations ont cependant réitéré leur opposition à l'interdiction de la vente à distance.

Les synergies entre les détaillants et les producteurs de tabacs ont été discutées lors d'une entrevue avec le groupe Heintz van Landewyck en date du 26 février 2016.

Le comité de la **PRESTACO** s'est réuni en conseil élargi le 4 février. L'assemblée générale s'est tenue le 14 juin 2016. Le comité a été consulté par écrit à plusieurs reprises notamment en ce qui concerne les prises de position sur la transposition de la directive « tabacs ».

Les perspectives pour 2017

La **PRESTACO** envisage l'élaboration d'une stratégie de communication digitalisée vis-à-vis du grand public et des membres potentiels. Elle attend l'échange de vues avec le Ministère de la Santé en ce qui concerne le programme de prévention visant à éviter la consommation de produits sur-sucrés. Elle entend par ailleurs engager des discussions avec les importateurs de produits de la presse.

Alain Petry



Diplômé en management, Alain Petry détient également un diplôme de formateur de la Wirtschafts-, Industrie- und Handelskammer Wuppertal (Allemagne). Il a acquis la majeure partie de son expérience professionnelle chez BBE, Cologne en tant que Conseiller d'entreprises. Alain est spécialisé en conseil économique et en études de marché. Il a également géré une entreprise commerciale pendant dix-neuf ans.

Alain travaille à la **clc** depuis 2010. Il est membre de la direction et s'occupe plus particulièrement de la veille législative et de certains sujets horizontaux et transversaux.

Alain dispose d'une grande affinité pour tout ce qui est technique et investit ses compétences au bénéfice des fédérations actives dans les secteurs mobilité, transport et logistique.

ADAL – Association des distributeurs d'automobiles luxembourgeois

Président : Ed **GOEDERT** (Autopolis) | **Vice-président :** Benji **KONTZ** (Arnold Kontz) | **Trésorier :** Tom **KONTZ** (Land Rover Luxembourg) | **Administrateurs :** Benjamin **BAUQUIN** (By Lentz), Yves **BINSFELD** (Garage Binsfeld), Michel **BRAQUET** (Étoile Garage), Marc **DEVILLET** (Autopolis Scancar), Antoine **GRAAS** (Luxmotor), Robert **HAAS** (Garage M. Losch), Michel **LOURO** (Garage Losch & Cie), Michel **PERIN** (Renault Retail Group), Jean-Louis **RIGAUX** (Grand Garage de Luxembourg), Patrick **SCHMIT** (Mercedes Benz), Baptiste **VALLIN** (Bilia Luxembourg), Christian **ZWERG** (Garage Martin Losch), membre coopté Roby **CRUCIANI** (Roby Cruciani)

Les points importants en 2016

L'ADAL regroupe 53 distributeurs et 4 importateurs d'automobiles qui entretiennent 84 points de vente au Luxembourg. Les membres de l'ADAL distribuent plus de 35 des principales marques automobiles et emploient avec 3.300 personnes environ 60% de la main d'œuvre du secteur. Ils assurent 70% des ventes de voitures neuves au Luxembourg. L'ADAL a pour mission de représenter et de défendre les intérêts des entreprises de la distribution et du service après-vente automobile, utilitaires, ainsi que des activités accessoires.

L'événement majeur de la fédération, l'Autofestival, fut introduit au grand public et aux professionnels du secteur par une conférence de presse le 11 janvier en présence du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, François Bausch. La 52^e édition de l'Autofestival s'est déroulée du 23 janvier au 1^{er} février. Les concessions et garages répartis à travers le pays ont présenté leurs derniers modèles et les nouveautés d'un secteur qui évolue sans cesse. L'Autofestival 2016 s'est nettement mieux déroulé que l'édition 2015, frappée par la hausse de la TVA de 15 à 17% le 1^{er} janvier 2015.

La cinquième édition du Festival de la voiture d'occasion (AutoOccasiounsfestival) fut organisé du 18 au 23/24 avril. Cette manifestation a été créée dans le but de reconquérir des parts de marché perdues au niveau de la vente de voitures d'occasion. L'AutoOccasiounsfestival a su confirmer son succès auprès d'un large public. Remises substantielles, programmes de garantie étendue, financement à taux réduit, les quelque 40 garages participants ont multiplié durant une semaine les offres avantageuses sur quelque 1.500 véhicules d'occasion.

Durant l'année, le Conseil d'administration et les groupes de travail spécifiques de l'ADAL se sont principalement penchés sur les adaptations prévues en matière de fiscalité automobile dans le cadre de la réforme fiscale annoncée pour le 1^{er} janvier 2017, mais également sur la réforme du contrôle technique, la promotion des véhicules électriques ou à faibles émissions et la formation dans les métiers de l'automobile. L'introduction des radars automatiques a rendu nécessaire la mise en place de procédures internes auprès des garages membres permettant de retracer exactement l'utilisation des véhicules de location, de

courtoisie et de test afin d'identifier les contrevenants et les communiquer aux autorités. A signaler que le dirigeant d'entreprise peut être tenu responsable du paiement des amendes dans le cas où il ne peut pas dévoiler l'identité d'un contrevenant et risque également un retrait de points sur son permis de conduire personnel.

En collaboration avec la fédération des garagistes Fegarlux, l'**ADAL** est intervenue auprès du Ministère de l'Économie en vue d'adapter le cadre légal en matière d'affichage des prix et des garanties sur véhicules neufs et d'occasion à ceux des pays avoisinants en vue d'assurer une concurrence équitable entre les acteurs de la Grande Région.

Le Conseil d'administration du 18 octobre a accueilli en son sein le directeur de la fédération européenne CECRA (Conseil européen du Commerce et de la Réparation Automobiles) pour un échange notamment sur les quelque 20 dossiers lobbying sur lesquels le CECRA est actuellement actif auprès des autorités européennes et des constructeurs automobiles.

Une coopération accrue entre les fédérations automobiles, l'**ADAL**, la Febiac, la Fegarlux et Mobiz a abouti le 26 septembre à la création de la House of Automobile (HoA), une plateforme d'échange entre fédérations.

Dans le cadre du renouvellement du Conseil d'administration durant l'Assemblée générale du 8 juin, Ed Goedert, Benji Kontz et Tom Kontz ont été confirmés à leurs postes respectifs de Président, Vice-Président et Trésorier. Durant l'année, la société Bilia Luxembourg S.A. (BMW et Mini) et Tesla sont venus s'affilier à l'**ADAL**.

Les perspectives pour 2017

La 53^e édition de l'Autofestival aura lieu pendant dix jours du 28 janvier au 6^{er} février, et la 6^e édition du festival de la voiture de l'occasion est prévue pour la période du 19 au 21 mai. Ces événements vont de pair avec la mise en place d'une nouvelle plateforme web exploitée conjointement par l'**ADAL** et la Fegarlux. Conformément à la demande des membres affiliés aux deux fédérations, celles-ci continueront à intensifier leur collaboration.

MOBiZ – Rental and Mobility Business Association (anc. FLLV)

Président : Gerry **WAGNER** (ARVAL Luxembourg) | **Vice-Présidents :** Dominique **ROGER** (ALD Automotive Luxembourg), Nicole Peeters (Hertz Luxembourg) | **Administrateurs :** Arnaud **CRUYENNINCK** (Stoll Trucks), Vincent **HENNEAUX** (KBC Lease Luxembourg), Bob **WALTÉ** (Leaseplan Luxembourg)

Les points importants en 2016

MOBiZ regroupe 20 entreprises de location de véhicules à court et à long terme assurant l'emploi de quelque 260 personnes. Les membres actifs dans la location ou le leasing à long terme proposent surtout des solutions de leasing opérationnel à une clientèle professionnelle. Les membres proposant la location court terme offrent des solutions de location autant aux particuliers, p.ex. pour les trajets dans le cadre de leurs vacances au Luxembourg et en Grande Région, des véhicules de remplacement en cas d'accident, vol ou réparation, ainsi que des camionnettes, camions ou autres utilitaires pour des besoins professionnels spécifiques de courte durée. Plus d'un tiers des immatriculations de voitures neuves au Luxembourg est effectué pour le compte des membres **MOBiZ**. **MOBiZ** joue ainsi un rôle considérable dans le secteur automobile au Luxembourg et la mobilité des salariés habitant au Luxembourg et en Grande Région.

La mission de **MOBiZ** consiste à promouvoir, valoriser et défendre activement les intérêts de ses membres ainsi que ceux de ses clients sur la place économique luxembourgeoise.

Les membres de la fédération se sont réunis quatre fois durant l'année pour délibérer de points d'intérêt communs tels que la législation européenne facilitant l'échange transfrontalier concernant les infractions routières et le traitement des procès-verbaux en provenance de l'étranger, la nouvelle loi portant sur la création d'un système de contrôle et de sanction automatisé des infractions routières (radars), ainsi que certaines thématiques fiscales comme les bonifications sur investissements. L'imposition de la mise à disposition d'une voiture à un salarié étant un facteur crucial lors de la décision sur l'acquisition d'une voiture de société, l'adaptation de l'avantage en nature d'un véhicule de leasing dans le cadre de la réforme fiscale annoncée par le Gouvernement pour 2017 a été le sujet central traité en 2016 par la fédération.

L'Assemblée générale du 30 juin a décidé de changer la dénomination d'origine Fédération Luxembourgeoise des Loueurs de Véhicules (FLLV), en **MOBiZ – Rental and Mobility Business Association**, qui va de pair avec un nouveau graphisme et une refonte du site web. En effet, l'acronyme FLLV ne correspondait plus à la réalité de ce que la fédération représentait depuis sa création en 1971. A l'origine, la fédération se voulait une représentation professionnelle, ses membres disposaient d'un parc d'un millier de véhicules environ. Aujourd'hui, la fédération réunit des sociétés hautement professionnalisées qui exploitent un parc de véhicules de plus de 38.000 unités.

Dans l'objectif de promouvoir le secteur de la location court terme et le leasing opérationnel, le président Gerry WAGNER a fait plusieurs interventions publiques sur la fiscalité en relation avec les voitures de service, donné des interviews à la presse et rédigé des articles sur le leasing de voitures.

En réponse aux défis auxquels le marché automobile est confronté, notamment l'environnement, les émissions de CO₂ et de particules fines, la mobilité en général, les motorisations alternatives, la connectivité, la conduite autonome, la fiscalité pesant sur l'automobile etc., les fédérations de l'automobile ont décidé en septembre d'unir leurs forces et de se regrouper sous la plateforme d'échange baptisée la House of Automobile. **MOBIZ** est membre fondateur de cette initiative, à laquelle l'ADAL, la Febiac et la Fegarlux se sont également jointes.

Les perspectives pour 2017

MOBIZ reste actif dans la promotion du secteur de la location de véhicules et encourage ses membres à favoriser l'utilisation de véhicules à faibles émissions. L'imposition des véhicules de société mis à disposition des salariés d'entreprise est suivie de près par la fédération. Au contraire de ce qui est souvent prétendu, les salariés doivent soumettre à l'imposition l'avantage en nature découlant de l'utilisation de la voiture de société. Pour ce faire, en fonction de la motorisation choisie, entre 0,5 et 1,8% de la valeur du véhicule est mensuellement additionné au salaire et soumis à l'impôt sur le revenu que le salarié devra payer. Toute augmentation de ces taux déjà élevé risque de perturber le marché automobile domestique.

Isabelle PHALIPPOU



Après des études de droit à Vienne Isabelle Phalippou a travaillé dans un bureau d'avocats où elle était en charge de la rédaction de contrats en matière de droit immobilier. Elle est venue au Luxembourg en 2000 et a pendant plusieurs années été responsable de la division de la presse et de l'information de la Cour de justice de l'Union européenne.

Après un Master en droit européen et quelques années consacrées à ses enfants, elle a travaillé comme rédactrice et traductrice pour la chaîne de télévision LUXE.TV.

Isabelle Phalippou a rejoint la **clc** en 2012. Elle est impliquée dans les dossiers de l'immobilier depuis 2013 et elle est également conseillère de la FEMACO.

CIGDL – CHAMBRE IMMOBILIÈRE DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Président : Jean-Paul **SCHEUREN** (JPS Consult) | **Vice-présidents :** Karine **GRUENBERG** (JLL), Carole **CASPARI** (Altea Immobilière) | **Secrétaire-générale :** Frédéric **ALBANI** (A.S. Immo) | **Trésorier :** Claude **MÜLLER** (G.I.L.) | **Administrateurs :** Sandra **SILVA** (Home 2B SARL), Manuel **RIZZO** (Riman Immobilien), Martin **HEYSE** (Bopro Luxembourg S.A.), Michel **BASCHERA** (Lux- JB -Immo) | **Présidente d'honneur :** Claudine **SPELTZ**

Les points importants en 2016

Comme les années précédentes la **CIGDL** a été représentée à deux salons du logement. Après avoir participé à la semaine du logement à la LuxExpo en automne, la Chambre immobilière était de nouveau présente, suite à une invitation de RTL, à la Journée du Logement (Dag vum Logement) en février au City Concorde. Ces événements ont donné la possibilité aux citoyens de poser toutes leurs questions sur le sujet du « logement ». Une fois de plus, la **CIGDL** a pu promouvoir les professions de l'immobilier et montrer tous les atouts de ses membres, tous réunis sous un code de déontologie stricte.

La Chambre Immobilière a lancé fin 2016 sa Bourse Immobilière, une coopération de vente et de partage de mandats entre les membres, afin de dynamiser les ventes. L'objectif est de prôner le « Mieux vendre » et le « Mieux acheter » – une nouvelle conception de la prestation de services de l'agent immobilier dans le cadre d'un réseau inter-fédération. C'est la première fois qu'une telle action est initiée par une fédération professionnelle. Les services de la Bourse sont complétés par la mise à disposition de statistiques et également par un outil d'évaluation.

La **CIGDL** a élaboré, en coopération avec le lycée Josy Barthel de Mamer, le contenu pour un BTS Professions Immobilières (agent immobilier, syndic, promoteur) qu'elle compte proposer à partir de l'automne 2017. Cette formation sera surtout destinée aux employés des sociétés membres.

La **CIGDL** continue à se faire fort pour son modèle de « Bailleur à Loyer modéré », nouveau concept d'offre de logement locatif qui constitue un réel changement de paradigme dans la politique de logement visant à créer 20 à 30 000 Logements locatifs à coût modéré dans le cadre d'un projet sociétal qui implique l'ensemble des acteurs du logement.

La **CIGDL** et le GSPL ont renforcé leur collaboration pour coordonner leurs actions sur des sujets communs (rénovation énergétique, formation, le fonds de réserve obligatoire dans les copropriétés, etc).

La conférence sur « les changements des PAG et PAP suite à l'obligation des communes de procéder jusqu'au 31 juillet 2018 à la refonte de leur PAG », organisée en coopération avec Me Georges Krieger et le GSPL en avril a connu un très grand succès.

Aussi, la fédération reste un membre actif du débat dans le cadre de la mise en place des nouveaux plans sectoriels et d'une nouvelle approche relative à l'aménagement du territoire.

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie nationale de rénovation énergétique des bâtiments, la **CIGDL** continue à participer activement aux workshops organisés régulièrement par le Ministère de l'économie.

La **CIGDL** a également activement participé au groupe de travail «Building» dans le cadre de «The Third Industrial Revolution Strategy», une étude stratégique qui a comme objectif de rendre, pour les générations futures, le modèle économique existant plus durable et interconnecté en s'appuyant notamment sur la convergence des TIC, de l'énergie et des transports au sein d'un réseau intelligent.

Suite à la demande du directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, la **CIGDL** lui a transmis le cahier de charge pour la mise en place des répertoires informatiques qui sont prévus par la loi. La **CIGDL** fait partie d'un Comité consultatif de lutte anti-blanchiment auprès de l'Administration de l'Enregistrement qui se réunit tous les 3 à 4 mois.

L'immobilier en fête s'est déroulé au Restaurant «*Wäissen-Haff*» à Sandweiler en présence des représentants du CEPI-CEI qui se sont réunis lors de leur AG annuelle au Luxembourg.

Au niveau européen, la **CIGDL** est représentée au CEPI – CEI, dont la vice-présidente était jusqu'au novembre 2016 Claudine Speltz, présidente d'honneur de la **CIGDL**.

Les perspectives pour 2017

La fédération continue la promotion de la Charte de Qualité **CIGDL**, notamment par le nouveau portail et des salons de l'immobilier. Elle s'engage à mobiliser un maximum de membres afin de souscrire à la Bourse professionnelle et elle continue à s'engager dans tous les dossiers en cours tels que l'aménagement communal et le développement urbain, l'énergie... etc.

FIABCI – Fédération Internationale des professions de l'immobilier

Président : Carlo **HEIN** (Property Management Luxembourg – jusqu'à juin 2016), Manuel **RIZZO** (Riman Immobilien – depuis juin 2016) ■ **Vice-président :** Manuel **RIZZO** (jusqu'à juin 2015), Nicole **AVEZ-NANA** (AB- Lux Relocation – depuis juin 2016) ■ **Trésorier :** Jean-Paul **SCHEUREN** (JPS Consult – jusqu'à juin 2015), Pablo **RUIZ DE PERALTA** (Immobilière Ducks – depuis juin 2016) ■ **Secrétaire :** Jean-Paul **SCHEUREN**

Les points importants 2016

La **FIABCI** est une fédération composée de plus de 2.500 membres directs ainsi que de fédérations nationales du domaine de l'immobilier, telles que des agences, des syndicats, des promoteurs, mais également des avocats et des assurances. Leur but commun est la création d'un réseau social à un niveau mondial. La **FIABCI** a aussi un réseau de membres des membres avec plus de 750.000 contacts directs autour du monde et ce chiffre est en grande progression.

Plusieurs membres du Comité de la **FIABCI** sont également membres du Comité de la CIGDL. De ce fait, les deux comités collaborent d'avantage et créent ainsi des synergies. Ainsi, la **FIABCI** a pu soutenir activement la CIGDL dans tous ses projets.

La **FIABCI** Luxembourg était représentée au Congrès mondial au Panama, aux « December Business Days » 2016 à Nice et à différents congrès autour du monde, comme en Russie, en Inde, en Allemagne, en Italie, en Bulgarie, en Espagne et bien d'autres.

En mars 2017 la **FIABCI** a pour la première fois participé avec un propre stand au MIPIM à Cannes, le plus grand salon à destination des professionnels de l'immobilier. Le Luxembourg était représenté sur le stand de la **FIABCI** Région Europe.

Certains membres de la **FIABCI** Luxembourg sont représentés dans plusieurs comités et groupes de travail au niveau de la **FIABCI** internationale, notamment comme Vice-président de la commission d'adhésion, comme conseiller spécial du président mondial dans les affaires européennes, comme représentant supplémentaire au conseil économique et social des Nations Unies.

Les perspectives pour 2017

La **FIABCI** envisage d'organiser conjointement avec les chapitres du Pays-bas et de la Belgique un prix d'excellence commun intitulé « Prix d'excellence BENELUX ».

En coopération avec la **FIABCI** en Espagne, la Chambre immobilière espagnole et d'autres acteurs, la **FIABCI** Luxembourg compte d'organiser une grande conférence sur le thème « comment investir en Espagne ».

FEMACO – FEDERATION LUXEMBOURGEOISE DES NEGOCIANTS EN MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Président : Christian **MAROLDT** (Maroldt) ■ **Vice-présidents :** Marc F. **DECKER** (Baucenter Decker-Ries), Pete **HOFFMANN** (Hoffmann Frères), Roger **MULLER** (Socoma Exploitation) ■ **Secrétaire :** Nico **ADAM** (Matériaux Adam) ■ **Trésorier :** Michel **GLAESENER** (Glaesener-Betz) ■ **Administrateurs :** Marc **MICHELS** (Bois Matériaux Willy Putz SARL), Marc **NESSER** (Altwies-Design SARL)

Les points importants 2016

Comme les années précédentes la **FEMACO** a de nouveau organisé, en collaboration avec la « House of Training », une formation sur la « culture du service » qui ne s'est pas seulement adressée aux collaborateurs des sociétés membres, mais déjà pour la deuxième fois, à la totalité des fédérations de la **clc**.

Afin de répondre au mieux aux exigences spécifiques des différentes sociétés, les contenus ont été adaptés avec le formateur Eric Hieronimus. Les formations se sont déroulées en français et certains modules également en luxembourgeois, de novembre 2016 à mars 2017, une ou deux fois par mois. Les modules ont traité les thèmes suivants : la culture du service en général, le marketing, la vente directe et le merchandising, la gestion des stocks et le conseil lors de la vente.

Outre cette formation qui peut déjà être considérée comme traditionnelle, la **FEMACO** a proposé une nouvelle formation « la conduite d'engins en sécurité-grues auxiliaires de chargement de véhicules » en coopération avec la LC Académie et destinée exclusivement aux membres de la **FEMACO**. Trois sessions se sont déroulées avec succès.

Comme tous les ans lors de l'AG, le Comité a organisé pour ses membres une conférence d'actualité. Cette année l'atelier « Préparer la transmission » organisé avec la Banque de Luxembourg a connu un grand succès.

Aussi, elle a poursuivi le dialogue avec l'ADEM afin de mettre en place un concept « WIN WIN » dont tous les participants pourraient bénéficier. Le but est une coopération permettant aux sociétés membres de s'engager à embaucher des demandeurs d'emploi, en particulier les camionneurs inscrits à l'ADEM. En contrepartie, l'ADEM se chargerait de former ces personnes et de les familiariser avec la grue du camion.

La fédération a maintenu une bonne collaboration avec ses fournisseurs qui sont aussi des membres d'honneurs.

Au niveau européen, la **FEMACO** est représentée auprès de l'UFEMAT dont elle est un membre très actif. Un des sujets phare cette année était le BIM (Building Information Modeling), une nouvelle méthode de travail pour l'élaboration de la conception d'une construction.

Les perspectives pour 2017

La **FEMACO** tente de continuer à organiser des formations spécifiques pour leurs membres et également aux autres fédérations de la **clc**.

Elle proposera pour la première fois les deux formations « chariots élévateurs frontaux » et « chariots élévateurs latéraux ».

Elle souhaite également d'approfondir sa collaboration avec l'ADEM.

GSPL – GROUPEMENT DES SYNDICS PROFESSIONNELS DU GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

Président : Nadine **WAGNER** (Flesch Immobilière) ■ **Vice-président :** Alain **KOHL** (Trimmolux) ■ **Secrétaire générale :** Carine **KEMP** (Nouvelle Soluger) ■ **Trésorier :** Emile **REUTER** (GGS +) ■ **Administrateurs :** Sidney **SCHAMBURGER** (Im-mocube), Michel **KAYSER** (Gest LB), Nathalie **PENNING** (Primo Gérances SARL), Andy **GOEDERT** (Habigest SARL)

Les points importants en 2016

Comme les années précédentes, le **GSPL** reste aussi en 2016 fortement impliqué dans la formation initiale et continue, relative aux professions de l'immobilier (organisée par la House of Training à la Chambre de Commerce). Le Groupement continue également à organiser tout au long de l'année un grand nombre de formations et séminaires techniques et juridiques réservés à leurs membres.

La conférence sur les changements des PAG et PAP suite à l'obligation des communes de procéder jusqu'au 31 juillet 2018 à la refonte de leur PAG, organisée en coopération avec Me Georges Krieger et la CIGDL en avril a connu un très grand succès.

La « Wanterakademie » a conclu l'année 2016 avec une présentation du projet du plan comptable standardisé, qui a comme but de faciliter et de rendre plus transparent la transmission des dossiers et des décomptes entre confrères ainsi que le draft des nouveaux statuts qui prévoit entre autres la mise en place d'une commission de discipline.

Le **GSPL** a également organisé des plateformes fournisseurs pour les sociétés innovantes qui souhaitent présenter leurs services aux membres. Le **GSPL** a aussi renforcé sa coopération avec la CIGDL concernant des sujets communs.

Le **GSPL** est un membre actif dans le groupe curriculaire dans le cadre de l'introduction d'un BTS Professions Immobilières.

Suite à une pétition concernant une surveillance des syndicats par un organisme de l'état, le **GSPL** a transmis ses réflexions concernant ce sujet au Ministère du logement. Par ailleurs le groupement a rédigé conjointement avec la CIGDL un avis concernant l'article 12 du projet de loi (possibilité du locataire de mettre un point sur l'ordre du jour de l'AG) relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Dans le cadre des groupes de travail, plusieurs réunions ont eu lieu, comme celle avec le Ministère du logement pour aborder la question d'un fonds de réserve obligatoire.

Début janvier a été marqué comme en 2015 par une formation juridique approfondie sur la profession du syndic en 5 modules, en coopération avec Me Lex Thielen.

Les points importants en 2017

Le **GSPL** s'engage à ce que tous les syndics membres utilisent à moyen terme un plan comptable uniformisé leur permettant de travailler d'une manière transparente et uniforme. L'élaboration d'un outil performant adapté aux besoins des syndics permettra de travailler de manière plus professionnelle.

Les modifications des statuts afin de mettre en place une commission de discipline seront soumises au vote lors d'une assemblée générale extraordinaire fin 2017.

Son objectif principal reste la meilleure offre en formations pour ses membres.

Rafael RAIMUNDO



Après ses études en commerce extérieur à Liège, Rafael Raimundo débute sa carrière professionnelle au sein d'une société spécialisée dans le développement d'affaire au Moyen Orient. Au sein de cette société, il a effectué un grand nombre de missions de développement pour le compte de grandes sociétés luxembourgeoises, belges et françaises. Après 4 ans, Rafael a donné une nouvelle orientation à sa carrière en rejoignant une multinationale spécialisée dans l'acheminement de colis express. Fort de ces expériences, Rafael a intégré en février 2013 l'équipe de la **clc**, en tant que conseiller.

APSI – Association des Professionnels de la Société de l'Information

Président: Jean **DIEDERICH** (Wavestone) ■ **Vice-présidents:** Nico **BINSFELD** (House of Training), Gary **KNEIP** (Data4), Claude **LÜSCHER** (Join) ■ **Secrétaire général:** Fernand **THILL** (FT) ■ **Trésorier:** Emilie **MOUNIER** (Makana) ■ **Administrateur:** Jean-Jacques **BEASCH** (Telindus), Gabriel **BLESER** (Moyse Bleser), Eric **BUSCH** (Ike Consulting), Michel **HERMANT** (Alcatel-Lucent), Letizia **LUKAS** (Exigo), Marc **PAYAL** (Fujitsu), Guy **RETTET** (RMS), Vincent **WELLENS** (NautaDutilh), Gilles **VANDERWEYEN** (PwC)

Les points importants en 2016

L'Association des Professionnels de la Société de l'Information (APSI) a orienté l'année 2016 autour du même thème « ICT contribution to Luxembourg's economic development ». L'APSI supporte le secteur des technologies de l'information et des communications (TIC / ICT en anglais) qui occupe une place significative dans le paysage économique du Grand-Duché (+7% du PIB) et contribue à la compétitivité des entreprises luxembourgeoises toute industrie confondue.

Les domaines dans lesquels les technologies sont utilisées sont très vastes et variés, de sorte que l'APSI a choisi d'aborder des thèmes qui touchent un large public lors de ses conférences – **APSI Days**.

Le premier **APSI Day** était consacré aux Digital Disruptive Models in FinTech « *Financial institutions, Technologies & Start-ups* » en collaboration avec Luxembourg for Finance (LFF). Les FinTech jouent un rôle innovateur pour les services financiers à l'ère numérique. Elles sont liées autant à la technologie des TIC, qu'au monde des affaires et qu'à l'expérience client en général. Les FinTech peuvent être classées comme suit:

- FinTech traditionnelle, « facilitateurs » avec les grandes entreprises de technologie en place, qui soutienne le secteur des services financiers (côté d'évolution)
- FinTech Disruptive, « perturbateurs » avec des petites entreprises innovantes, qui provoquent la désintermédiation des services financiers avec les nouvelles technologies (côté révolution)

Ce premier **APSI Day** 2016 a permis de discuter de la révolution à laquelle le secteur financier fait face aujourd'hui, révolution à la fois aussi séduisante qu'inquiétante pour les acteurs du monde bancaire, comme l'ont montré les échanges lors de cette conférence.

Il a aussi été l'occasion pour Luxembourg for Finance de présenter sa nouvelle initiative Luxembourg House of Financial Technologies (LHoFT) qui a pour objectif de placer le Luxembourg sur la carte mondiale des FinTech.

A l'occasion de son deuxième **APSI DAY**, l'APSI a thématisé les « *e-skills – La situation des e-skills au Luxembourg – Témoignages d'acteurs privés et publics* ». En effet, au Luxembourg beaucoup de professionnels de la société de l'information se plaignent du manque de main d'œuvre qualifié en TIC disponible sur le marché

du travail. Cet **APSI Day 2** avait donc pour but de faire un inventaire de la situation ainsi que de présenter certaines initiatives du marché luxembourgeois.

Enfin, le dernier **APSI Day** de 2016, qui était organisé en collaboration avec l'Amcham, s'est penché sur « *Action – Reaction – Managing the first hour of an IT crisis* ». Un keynote speaker de chez Intel avait présenté quelques exemples de crise IT auxquels il avait dû faire face. Par la suite, un scénario avait mis en scène différents acteurs de la place qui ont simulé une crise IT virtuelle et ont ainsi permis au public présent de pouvoir entrevoir les différents départements, au sein d'une entreprise, qui doivent agir de concert lorsqu'un tel événement survient.

Le **Flagship Award** qui vise à primer la créativité, le dynamisme et l'esprit d'entrepreneuriat dans le secteur des TIC a été remis pour l'édition 2016 à KNEIP. La vision de KNEIP est de garder la technologie et l'innovation au cœur de leur activité pour aider ses clients à transformer leurs données en valeur ajoutée. FinTech par essence, KNEIP est un leader incontesté dans les rapports de fonds et de dépôt, et manipule un tiers des fonds européens. Cette orientation est la clé d'un avenir durable et renforce la position du Luxembourg en tant que plate-forme technologique européenne. Employant 300 personnes et apportant son soutien à de nombreuses entreprises locales, KNEIP est un contributeur actif à l'économie locale.

En 2016, l'**APSI** a lancé son **Startup Award**, également remis lors du Gala Golden-i. KYC3, prometteuse FinTech qui déploie une solution intelligente pour la gestion du risque et la veille concurrentielle des clients, fût le premier lauréat.

Outre ce volet de promotion de la place ICT, l'**APSI** a fortement contribué à l'état d'avancement de plusieurs dossiers dans le secteur, dont les FinTech, l'Administration électronique ou la promotion des TIC, que ce soit à titre individuel ou par le biais de la plateforme ICTLuxembourg.

Les perspectives pour 2017

L'**APSI** a orienté l'année 2017 autour du thème « *Luxembourg 4.0, the contribution of Digital to Luxembourg's economic progress* » pour démontrant ainsi que le secteur des technologies occupe une place significative dans la structure économique du Grand-Duché et contribue à la compétitivité des entreprises luxembourgeoises toute industrie confondue.

L'**APSI** continuera à organiser ses désormais traditionnels **APSI Days** et **Flagship Award**. En 2017 et pour la deuxième année consécutive l'**APSI** décernera son nouveau **Startup Award** à une jeune entreprise innovante dans le développement de nouvelles idées créatives se basant sur les technologies informatiques.

eCOM.lu – Fédération luxembourgeoise du e-commerce

Président : Pierre **FRIOB** (Abitare) ■ Vice-Présidents : Jacques **LORANG** (ITIX SA – Luxcaddy), Renaud **LE SQUEREN** (DSM), Carlos **QUINTAS** (Electronic-Shop) ■ Secrétaire : Gabriele **SIBIO** (Damon) ■ Trésorier : Rui **DA SILVA** (Xantor) ■ Administrateurs : Valérie **CONROT** (Petites Choses), Paul **DE MUYNCK** (Flibtravel International), Claude **BIZJAK** (clc)

Créé en 2015, la mission de la fédération est la promotion du secteur auprès des instances administratives et politiques afin de créer un environnement juridique, technique et économique propice à son essor.

eCOM.lu estime que seul un effort commun, entre tous les acteurs, pourra mener au développement de ce secteur. Ainsi, les membres de l'eCOM.lu sont aussi bien des e-commerçants que des fournisseurs du secteur.

A court terme, la fédération s'est engagée à détecter les barrières d'entrée qui semblent entraver le lancement d'un projet e-commerce au Luxembourg.

Les points importants en 2016

Lors de son assemblée générale (AG), eCOM.lu a souhaité jeter un regard sur le futur du commerce.

Dans cette perspective, la fédération a invité le Professeur Jorij Abraham, General Manager auprès de Ecommerce Foundation pour animer une conférence organisée par eCOM.lu portant l'intitulé « *The future of Shopping* ». L'objectif de cette dernière était de thématiser les alternatives stratégiques auxquelles les commerçants sont confrontés pour se repositionner dans un marché global et interconnecté. Selon lui : « le commerce de détail n'est plus local et tout commerçant est d'ores et déjà impacté par la digitalisation de notre société ».

En effet, pour eCOM.lu ce n'est plus le commerçant qui décidera de sa stratégie mais son client.

Par le biais de son affiliation à « Ecommerce Europe » la fédération participe activement aux discussions pour la mise en place de la nouvelle stratégie numérique de la Commission Européenne (Digital Single Market).

Ainsi, les quatre priorités pour la fédération sont :

Logistique – abolition des coûts transfrontaliers

Les coûts logistiques transfrontaliers sont exorbitants en Europe et constituent une barrière au bon fonctionnement du marché intérieur. L'abolition des coûts transfrontaliers est pour eCOM.lu une nécessité et priorité absolue. Subsidiairement, eCOM.lu suggère l'élaboration d'une solution intermédiaire nationale qui pourrait, sous impulsion du gouvernement, être mise en œuvre rapidement.

TVA: mise en œuvre du MOSS (mini-one-stop-shop) pour biens physiques

Actuellement il n'existe aucune harmonisation européenne au niveau de la TVA. Un e-commerçant doit se conformer à la TVA et la déclarer dans tous les pays vers lesquels il souhaite vendre ses produits. Une priorité absolue pour eCOM.lu est la mise en œuvre du MOSS pour les biens physiques, une mesure tangible qui pourrait être introduite assez rapidement.

Digitalisation des PME – mise en œuvre d'une stratégie nationale

Le degré de digitalisation d'une entreprise sera **LE** facteur déterminant de sa réussite ou... de sa faillite. Selon une étude de la société Email-brokers, plus de 80% des entreprises françaises ayant fait faillite en 2013 n'avaient pas de présence internet, la plus basique des approches digitales. La digitalisation d'une entreprise n'est cependant pas un projet ponctuel mais une attitude à vivre au quotidien. Ainsi la génération des « Millennials » commence à peser davantage sur nos économies et ce n'est que le début de ce phénomène ! Le pouvoir d'achat des « Millennials » et des « Digital Natives » s'accroît naturellement et le Luxembourg doit se préparer à servir cette clientèle ultra-connectée, « always-on » et « hyperinformée ». S'y rajoute le fait que la nouvelle génération va accélérer les mutations en cours. A ce titre, eCOM.lu estime qu'une **initiative dédiée, qui vise spécifiquement la digitalisation des PME** pourrait constituer une première piste. Dans ce contexte, la fédération se réfère à la stratégie « l'ultra haut-débit pour tous » munie d'objectifs clairs et précis qui a su repositionner le Luxembourg endéans quelques années. eCOM.lu s'est d'ailleurs proposé pour contribuer activement à cette initiative.

Formation de masse digitale

La digitalisation des PME ne sera réalisable que si ces dernières peuvent faire appel à des salariés **adéquatement qualifiés**. eCOM.lu salue les efforts qui ont été entrepris par l'Etat pour la formation de ce genre de profils. Il est cependant indispensable de mettre en place un programme de formation de masse. Cela constituera un vrai challenge puisque l'évolution est très rapide; il faudra élaborer un système de formation continue pour les enseignants et prévoir une révision des programmes sur base annuelle.

Les perspectives pour 2017

Le Conseil d'administration continuera à mettre la priorité sur le recrutement de nouveaux membres qui apporteront le savoir-faire et les visions nécessaires au développement de ce secteur. Les premiers résultats des groupes de travail sont attendus avec impatience et eCOM.lu ne manquera pas de donner les impulsions nécessaires en vue de créer un environnement propice pour tout e-commerçant qui souhaite vendre à partir du Luxembourg.

Antoine RIES



Après avoir terminé ses études de bachelier en gestion de ressources humaines à Liège, Antoine Ries débute sa carrière professionnelle en tant qu'Assistant RH dans une société de commerce au Luxembourg. En parallèle de son premier emploi, il a fait un Master of Business Administration au sein de la Eufom – European University for Economics au Luxembourg. Après deux ans et demi, Antoine a donné une nouvelle orientation à sa carrière en rejoignant l'équipe de la **clc** en tant que Conseiller pour le secteur transport.

GT – Groupement des Entrepreneurs de Transport

Président: Marianne **WELTER** (Arthur Welter Transports) ■ **Vice-Présidents:** Fernand **CONRARDY** (Eurotrack), Henri **RINNEN** (Rinnen Henri Transports) ■ **Secrétaire:** Michel **GRECO** (Michel Greco) ■ **Trésorière:** Danielle **BONN-SCHUMACHER** (Terravia) ■ **Administrateurs:** Michel **MAQUIL** (Adam Offergeld II Luxembourg), Michael **KAHL** (Gotra), Klaus **SAUERWEIN** (Sauerwein Klaus), Stéphane **BOURGEOIS** (XPO Transport Solutions Luxembourg), Rudy **SAELENS** (S-L-X), René **ZIMMERMANN** (Tyres Distribution International), Hein **WILLY** (coopté – Transport Hein)

Les points importants en 2016

Le **Groupement des Entrepreneurs de Transports** représente, avec ses quelques 240 affiliés, 60% des entreprises de transports établies au Luxembourg. Le Conseil d'administration du **GT** s'est réuni à 6 reprises pour discuter plus amplement notamment des sujets suivants :

- la taxe routière en Belgique et l'avenir de l'Eurovignette au Luxembourg
- le tourisme à la pompe (étude)
- le «MiLog» en Allemagne et la loi macron en France, ayant comme objectif de lutter contre les pratiques de dumping social.
- La réglementation du cabotage en Europe

Les perspectives 2017

- Aboutir à une solution favorable sur la question de l'«Eurovignette»
- Information des membres concernant la procédure de détachement dans les différents pays de l'Union européenne (Belgique, Autriche, Italie,...)
- Représentation des intérêts des membres dans le cadre d'un cartel illégal de constructeurs portant sur une entente des prix de vente
- Mise à jour et distribution de la brochure ADR (Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par route)
- Information sur la mise en place du nouveau système e-CMR et des différents prestataires de ce système qui sera bientôt autorisé au Luxembourg
- Des entrevues entre la Douane, la CCSS le MDDI et la **clc** sont susceptibles d'avoir lieu en 2017 afin de trouver une solution praticable visant à déterminer le volume de l'activité professionnelle de chauffeurs routiers frontaliers dans leur pays d'origine.

Fin 2016, la fédération a été reprise par Antoine Ries.

FEDELUX – Fédération des Déménageurs Luxembourgeois

Président : Max **CHORUS** (Streff) ■ Secrétaire : Alain **GALLION** (Lux-Connex) ■ Trésorier : Claude **WATGEN** (Tranelux)

Les points importants en 2016

En 2016, le secteur continuait à faire face à un marché national et international difficile, caractérisé par une augmentation constante aussi bien des coûts d'exploitations que des contraintes administratives. La **FEDELUX** n'a cessé d'œuvrer dans la voie de la simplification opérative et administrative en relation avec ses activités. Le développement du marché relève également une croissance continue des exigences de la clientèle ainsi qu'un recours croissant à des pratiques de concurrence déloyale par certains opérateurs notamment étrangers.

Depuis 2011, la **FEDELUX** a développé son engagement au sein de la FEDEMAC, la Fédération Européenne des Associations de Déménageurs. Une présence régulière aux réunions et assemblées a permis de renforcer les activités de la **FEDELUX** au niveau international. En 2016 l'assemblée générale de la FEDEMAC s'est tenue au Luxembourg, le 10 novembre.

Les perspectives pour 2017

La **FEDELUX** compte continuer à œuvrer pour la simplification administrative. Elle mènera notamment des pourparlers avec la Ville de Luxembourg pour trouver une solution par rapport au délai concernant les autorisations de stationnement lors de déménagements sur son territoire. Elle envisage d'adopter une charte éthique à laquelle tous les membres devront adhérer permettant de mettre tout le monde sur un pied d'égalité.

La **FEDELUX** continue son engagement pour protéger le métier de déménageur, et pour lutter contre la concurrence déloyale. A cette fin, elle a planifié plusieurs entrevues avec l'ITM et la Douane.

Après le départ de Robert Kummer, Sylvie Fasbinder a temporairement pris en charge la **FEDELUX**. A partir de 2017 la fédération sera sous la tutelle d'Antoine Ries.

Astrid SCHUH



Après ses études au Luxembourg et plus tard à Bruxelles en communication, Astrid s'établit au Canada en 2003 et fait sa carrière professionnelle dans le domaine des relations publiques et des relations avec les clients dans différents secteurs, notamment la télévision, l'aviation et le recrutement ciblée.

En 2009, elle joint la Caisse de dépôt et placement du Québec, un des plus importants gestionnaires de fonds institutionnels au Canada où elle occupera le poste de Conseillère en partenariat stratégique et relations avec les entreprises.

Outre son expérience à l'international, Astrid a toujours gardé un lien étroit avec le Luxembourg et rejoint l'équipe de la **clc** en novembre 2016 en tant que conseillère pour le Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois.

SPL – Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois asbl

Président: Alain **DE BOURCY** (Pharmacie du Cygne) | **Vice-présidente:** Danielle **BECKER-BAUER** (Pharmacie du Trèfle) | **Secrétaire général:** Baudouin **SCHINKER** (Pharmacie de l'Éléphant) | **Secrétaire adjoint:** Yves **MISCHO** (Pharmacie du Lion) | **Trésorière:** Evelyne **SCHON-TANSON** (Pharmacie Schon) | **Administrateurs:** Carole **SCHOUP-MAJERUS** (Pharmacie du Nord), Marianne **MEYERS** (Pharmacie de Troisvierges), Joséane **MARTENS-PAULUS** (Pharmacie Martens), Félix **MARTZEN** (Pharmacie de Colmar-Berg)

Affiliée à la **clc** depuis 2010, le **Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois (SPL)**, www.pharmacie.lu, regroupe tous les pharmaciens titulaires d'une officine privée ou d'une concession d'État et représente les pharmaciens propriétaires des 95 pharmacies du Luxembourg.

Le **SPL** assure la représentation de ses membres auprès des Ministères de tutelles que sont la Santé et la Sécurité sociale en participant à plusieurs commissions, dont la surveillance des prix des médicaments à la CNS, la plateforme eSanté qui englobe le Dossier de Soins Partagé (DSP) et le dossier sur la traçabilité des médicaments.

Le **SPL** est l'interlocuteur privilégié de la Division de la Pharmacie et des Médicaments (DPM) concernant l'élaboration et le suivi de dossiers dans le milieu pharmaceutique au Luxembourg, et notamment l'élaboration du plan de garde annuelle et la refonte du droit de la pharmacie en général.

Le syndicat assure l'encadrement de la formation professionnelle continue et participe aussi aux travaux du Groupement Pharmaceutique de l'Union Européenne (GPUE) à Bruxelles.

Les points importants en 2016

Seul un pharmacien peut manipuler et délivrer des médicaments aux patients ainsi qu'aux organismes de soins comme les maisons de repos. La pratique de blistérisation consiste à grouper un ou plusieurs médicaments dans un seul conditionnement fermé afin d'optimiser les plans de thérapies et la prise en charge du patient. La création du premier centre de blistérisation au Luxembourg suit son cours.

Le Dossier de Soins Partagé (DSP) est le dossier patient électronique hébergé sur la Plateforme eSanté. Le DSP favorise la coordination des soins en permettant le partage des informations de santé du patient avec les différents intervenants impliqués dans la chaîne de santé au Luxembourg. Plus de 20 000 patients ont participé sur une base volontaire au lancement du projet en phase pilote. Les points importants demeurent l'acceptation du principe de participation par chaque citoyen et la protection des données.

Les perspectives pour 2017

Honoraires des gardes

Ce dossier étant dans l'impasse depuis de nombreuses années, notamment depuis l'établissement des maisons médicales, de nombreuses pharmacies subissent un net recul en fréquentation pendant les heures de garde. L'impact économique étant important et les coûts impliqués restant invariables, la plupart des pharmacies travaillent à perte pendant ces périodes de garde. Le **SPL** est en attente d'une entrevue avec le Ministère de la Santé afin de réviser la situation du plan de garde national et d'entamer une discussion sur l'élaboration d'une convention concernant celui-ci.

Blistérisation

La construction du futur centre de blistérisation débutera en 2017 au Luxembourg. Le cadre juridique et certaines modalités sont à finaliser avec le Ministère de la Santé. L'ouverture du centre est prévue pour 2018.

Traçabilité des médicaments

Le développement de ce programme européen vise à enrayer toute possibilité de falsification de médicaments sur le marché, depuis la production jusqu'à la délivrance en pharmacie. Un document détaillant le modèle de gouvernance sera signé par le **SPL** et toutes les parties prenantes du projet. De nombreuses questions restent à être finalisées avant le lancement du projet pilote fin 2017, dont l'intégration d'un code barre unique et la gestion des données.

Lucia SEDA



Début janvier 2011, Lucia Seda, a rejoint la **clc** en tant que conseillère. Elle est licenciée en Communications Sociales Appliquées à l'IHECS (Bruxelles) et possède un diplôme complémentaire en Gestion obtenu à l'ICHEC (Bruxelles). Par le passé, elle a travaillé pendant plusieurs années en tant qu'assistante Marketing & Sales pour une société leader mondial dans le domaine de l'électronique à Bruxelles et en tant que Chargée de Communication pour un important cabinet d'avocats de la place luxembourgeoise. Par son parcours professionnel et sa personnalité, Lucia Seda apprécie les nouveaux défis dans un contexte multidisciplinaire et changeant. Elle met surtout ses compétences au profit des services marchands.

APFM – Association des Professionnels des Foires et Marchés

Présidente: Malou **PROTT** | Vice-présidente: Josette **HILBERT** | Trésorière: Sandra **SARANSIG-BECKER** | Administrateurs: Sandra **RIES**, Angèle **ZAROTTI**, Jules **TOUSSAINT**, Georges **FRANCLET**, Michel **RUBINO**, Gilbert **SCHMIT**

Les points importants en 2016

La fédération qui représente les marchands du domaine du textile, de l'habillement, des chaussures et de la maroquinerie, est très engagée dans la création de nouveaux marchés en plein air. Dans ce sens, un travail important de coopération avec les différentes administrations communales et unions commerciales est mis en place. Le travail de relations publiques de la fédération permet l'organisation de plus de 260 manifestations (marchés, braderies et autres) soit de manière mensuelle ou ponctuelle dans les différentes villes du Luxembourg. Un grand travail de coordination est nécessaire à la fédération afin d'organiser correctement toutes ces activités dans le respect des règles du secteur. Pour tous les intéressés, l'**APFM** met en place chaque année un calendrier qui reprend l'ensemble des marchés.

La FABL a participé à l'organisation de la 11^e édition du Glacismaart en collaboration avec la Ville de Luxembourg et Good Idea.

FABL – Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg

Président : Marc **JAERLING** | Trésorier : Marie-Thérèse **NIESEN** | Administrateur : Iwona **ZASONSKA-GEIBEN**

Les points importants en 2016

La fédération a été active dans l'organisation des différents marchés de la brocante et des antiquités au Luxembourg. Le détail de ces activités a été repris dans le calendrier annuel qui est également produit par la fédération et mis à disposition de tous les intéressés.

Comme chaque année, la fédération a organisé les trois **Grandes Foires d'Antiquités et de Brocante** à la LuxExpo pour lesquelles une importante campagne média avait été mise en place pour chaque édition.

La **FABL** a participé à l'organisation de la 11^e édition du Glacismaart en collaboration avec la Ville de Luxembourg et Good Idea.

FEBU – Fédération de la Bureautique

Président: Michel **RODENBOURG** (Eicher) | **Vice-Présiden:** Théo **FELTEN** (Felten & Stein) | **Secrétaire:** Manuel **HOEROLD** (Muller&Wegener) | **Trésorier:** Guy **MINELLA** (Télindus) | **Administrateurs:** Christian **KOHNEN** (Alma), Marc **LINSTER** (Linster Bureautique), Raymond **NIESEN** (Burotrend), Claude **TRIERWEILER** (CK Repro), Rosy **WAGNER-BRAUCKMANN** (Bureautique Rosy Wagner-Brauckmann)

Les points importants en 2016

La **FEBU** a traité les sujets auxquels elle est le plus sensible dont la culture de service, l'état du marché actuel au Luxembourg et les marchés publics de manière plus large.

Elle a mené un sondage auprès de ses membres afin d'obtenir un état des lieux du secteur et orienter les priorités de la fédération, il faut noter que le secteur fait face à la concurrence des pays voisins. Ainsi, le marché est en décroissance et l'impact d'internet se fait également de plus en plus pressant : le challenge sera de trouver de réelles valeurs ajoutées.

La fédération s'est également intéressée aux aides et financement publics. Ainsi qu'au développement d'entreprise via la mutualité de Cautionnement et d'Aide aux Commerçants (MCAC) et aux instruments proposés par l'Office du Ducroire pour soutenir et sécuriser les activités commerciales à l'échelle internationale.

Les perspectives pour 2017

Les nouvelles directives relatives aux marchés publics ainsi que les nouvelles aides fiscales pour les entreprises en 2017 sont des points importants pour les membres. Le recrutement de nouveaux membres reste une priorité pour la fédération.

FEDAM – Fédération luxembourgeoise de l'Ameublement

Président: Jean **SEIL** (Galerie Moderne) ■ **Vice-Président:** Jean-Pierre **THILL** (Ameublement Thill) ■ **Secrétaire:** Joëlle **DECKER** (Decker Line) ■ **Trésorière:** Toiny **REDING** jusqu'au 19 mai (Capésius & Reding) ■ **Trésorier depuis le 19 mai:** Lucien **KANDEL** (Literie Kandel), ■ **Administrateurs:** Claude **ALVISSE** (Möbel Alvisse), Jean-Marc **BAULER** (Stoll Maître Matelassier), Ronny **KETTMANN** (Kicheconcept), Lucien **SCHWEITZER** (Lucien Schweitzer), Eric **VIGOR** (Conforama), Gérard **BROQUA** (Tousalon)

Les points importants en 2016

En 2016, la **FEDAM** a organisé à deux reprises le Miwwelfestival, l'une de ses activités phares visant à promouvoir les enseignes membres de la fédération. De manière stratégique, la **FEDAM** a favorisé les supports media comme la radio et la TV, une signature vocale étant disponible pour chaque participant. Le Miwwelfestival avait lieu du 5 au 13 mars 2016 et du 24 septembre au 2 octobre 2016.

Les perspectives pour 2017 :

Le Conseil d'administration de la **FEDAM** est très engagé dans sa politique de promotion de la fédération, elle souhaite également se munir d'un nouveau site internet plus ergonomique pour présenter ses membres et leurs enseignes. La communication de manière générale reste une priorité pour la fédération. La **FEDAM** reconduira l'organisation des deux Miwwelfestival et s'impliquera à nouveau dans le Home & Living en 2017.

FEMO – Fédération de la Mode

Président: Marc **MULLER** (Maroquinerie du Passage) | **Vice-président:** Thierry **SMETS** (SMETS) | **Secrétaire-général:** Claude **POOS** (Josée R. Haerebuttek) | **Trésorier:** Marc **JAGER** (Jager – Oberlinkels) | **Administrateurs:** Christine **SCHMID** (Adler Mode), Jean-Paul **HERBER** (Modes Hoffmann-Thill), Christiane **WICKLER** (Pall-Center) et Mariette **WICKLER** (ASPORT)

Les points importants en 2016

Le Conseil d'administration souhaite donner une nouvelle orientation à la fédération en s'impliquant davantage concernant les besoins spécifiques des commerçants. Des pourparlers ont commencé avec les représentants de l'ADEM en ce qui concerne le recrutement de profils spécifiques pour le secteur de la Mode. La **FEMO** est la première fédération qui établira une convention de « Partenariat pour l'emploi » avec l'ADEM afin de proposer à ses membres des profils réellement « aptes » à l'emploi dans le secteur. L'idée étant que le Comité de la **FEMO** fasse un examen plus approfondi des profils proposés par l'ADEM afin de sélectionner en amont des candidats pouvant être directement recrutés par les enseignes-membres.

La **FEMO** souhaite également repositionner le secteur de la mode au Luxembourg vu la concurrence frontalière. Ainsi, le Comité de la **FEMO** mène différentes réflexions à ce sujet. Il consulte d'autres fédérations et certaines Unions Commerciales pour sonder des pistes qui favoriseraient « l'achat local » avant tout. Il est également en contact avec des agences pour développer une « réelle image » de la Mode au Luxembourg.

Comme chaque année, la **FEMO** a proposé des dates pour les ouvertures dominicales Fréijoersshopping et le Mantelsohndeg pour le secteur de la mode.

Les perspectives pour 2017

La **FEMO** souhaite concrétiser la signature du « Partenariat pour l'emploi » avec l'ADEM. Elle souhaite également renforcer ses rangs en recrutant des nouveaux membres et créer une réelle synergie au niveau de la fédération. Elle continuera à approfondir le sujet de son positionnement et envisage une refonte complète de son site internet voire de son logo. Toute la partie « image » de la fédération sera repensée.

FLVS – Fédération Luxembourgeoise des vins et Spiritueux

Président : Antoine **CLASEN** (Caves Bernard-Massard) | **Vice-Président :** Gérard **WENGLER** (Caves Wengler) | **Secrétaire Général :** Georges **DESOM** (Caves St-Remy-Desom) | **Trésorier :** Marc **KRIER** (Caves Krier Frères Remich) | **Administrateurs :** Marc **GALES** Marc (Caves Gales)

En 2016, un changement important a eu lieu au niveau du comité de la **FLVS**. M. Marc Gales a exprimé le souhait de passer le flambeau à une plus jeune génération après 25 ans de présidence au sein du Comité. Ainsi, Antoine Clasen, directeur des *Caves Bernard Massard*, a répondu à l'appel de ce changement et a accepté la présidence de la Fédération Luxembourgeoise des Vins et Spiritueux. M. Clasen a tenu à exprimer ses remerciements à M. Gales pour le travail et à l'engagement dont il a fait preuve pendant la période de son mandat aussi bien pour la Fédération que pour la Moselle luxembourgeoise dans son ensemble.

Les activités en 2016

La vente de produits viticoles indigènes et étrangers au Luxembourg se chiffre à 44,9 litres par habitant et est composée de 11,2 litres de produits viticoles luxembourgeois et de 33,7 litres de produits viticoles étrangers.

	2014/2015	2015/2016*
Vin, vin mousseux et crémant luxembourgeois	25,4 %	24,9 %
Vin blanc et mousseux étrangers	32,9 %	30,6 %
Vin rouge et rosé étrangers	41,7 %	44,5 %

La promotion des vins et crémants luxembourgeois, à travers un stand commun aux salons Prowein à Düsseldorf, Horeca Expo à Gand et Horecatel à Marche-en-Famenne, a permis aux membres de la **FLVS** d'affirmer leur présence sur les marchés allemands et belges.

Sur le marché national, la **FLVS** a participé activement aux travaux du Fonds de Solidarité Viticole et de la Commission de gérance et de dégustation de la Marque nationale dans le cadre de la nouvelle AOP-Moselle luxembourgeoise. En outre, la **FLVS** a activement participé aux workshops pour une étude de la promotion des vins luxembourgeois mandaté par le gouvernement et l'institut vitivinicole. Elle a défendu et mis en avant les besoins et demandes du groupement.

Sur le plan international, la **FLVS** compte parmi les membres fondateurs du Comité Européen des Entreprises Vins à Bruxelles et de la Fédération Internationale des Vins et Spiritueux à Paris.



Les perspectives pour 2017

En 2017, la **FLVS** prendra la présidence du fonds de solidarité viticole. Cette instance aura comme principale mission cette année de promouvoir l'image et les ventes des vins indigènes auprès d'un public national et international à travers la mise en place d'un nouveau comité de promotion et d'une charte de collaboration entre les différents intervenants du secteur.

Silvia TEIXEIRA



Silvia Teixeira a rejoint la **clc** en 2007 après avoir obtenu une licence en sciences de gestion à l'UCL (Belgique). Par sa polyvalence et son expérience à la **clc**, elle a développé une grande capacité d'adaptation à tout nouveau projet. Elle s'occupe actuellement du Groupement Combustibles solides et liquides et de la FEdiB. Au sein de la **clc**, Silvia est la personne de référence pour la formation professionnelle initiale, la formation continue, les questions relatives au droit du travail et la sécurité et santé au travail. De même, elle est en charge du Forum des Ressources humaines ainsi que du projet Fit4commerce. Silvia représente la **clc** dans de nombreux comités et commissions (commission mixte de reclassement, commission réexamen chômage, vice-présidente du comité du travail féminin) et de nombreuses institutions (AAA, STM).

FEDiB – Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons

Président : Paul **RUPPERT** (Maison Ruppert) | **Vice-Président :** Guy **WEBER** (Gedrénksbuttek Weber) | **Trésorier :** Jean-Claude **SCHAEFFER** (Boissons Schaeffer) | **Secrétaire :** Benny **WALLERS** (Boissons Wallers) | **Administrateurs :** Jean-Paul **GAUDRONT** (Boissons Gaudront), Raymond **MUNHOWEN** (IMEX Drink), Karin **MANTERNACH** (Boissons Manternach), Isabelle **LENTZ** (Munhowen), Laurent **ROSSI** (Ets. Rossi)

Les points importants en 2016

Désireuse de continuer son travail de promotion et de valorisation du métier et des services du dépositaire, la **FEDiB** a décidé de lancer une action de collecte de capsules métalliques pour soutenir d'une part une association locale, l'Association luxembourgeoise des Groupes Sportifs Oncologiques a.s.b.l. (ALGSO) – www.sportifsoncologiques.lu, qui organise des séances d'activités physiques en groupe pour les personnes traitées d'un cancer ; et d'autre part pour mieux faire connaître le métier du dépositaire qui travaille aussi bien avec des bouteilles réutilisables ainsi qu'avec des capsules métalliques.

La **FEDiB** a édité 50.000 boîtes de collectes en carton qui ont été distribuées par les dépositaires à leurs clients (entreprises, cafés, restaurants, hôtels, administrations, personnes privées). Cette action s'étend sur une période de deux ans.

Les dépositaires collecteront auprès de leur clients les capsules métalliques et les transporteront ensuite à l'entreprise Liébaert pour le recyclage. L'argent récolté est intégralement reversé à l'ALGSO.

Les perspectives pour 2017

La **FEDiB** continuera ses efforts pour positionner le métier du dépositaire et promouvoir le secteur auprès des clients privés, cafetiers et entreprises. La Fédération vise également à analyser l'enjeu que pourrait constituer la digitalisation du secteur ceci également afin d'élargir sa base clients.

Groupement Combustibles Solides et Liquides

Président : Ben **COLLMANN** (Interfuel Sarl) ■ **Vice-Président :** Gilbert **ANTINARELLA** (Reiff Masutt) ■ **Trésorier :** Jean-not **ZAHNEN** (Bureau Economique) ■ **Secrétaire :** Steve **OMES** (Petro Center SA) ■ **Administrateurs :** Carlo **BOULANGER** (Mathey Mazout Sarl), Marc **RUPPERT** (Ruppert Masutt)

Les points importants en 2016

Le Groupement Combustibles a saisi les nouveaux défis énergétiques qui résultent de la directive 2012/27/EU. Cette directive fixe un cadre commun de promotion de l'efficacité énergétique dans l'Union Européenne jusqu'en 2020. L'un des trois objectifs de cette directive est d'accroître l'efficacité énergétique de 20 %.

Le Groupement s'occupe de la veille législative par rapport à la directive efficacité énergétique et les objectifs à atteindre en 2020. Par ailleurs, le Groupement continue à informer ses clients par rapport à l'évolution de nouvelles technologies en matière de chaudière mazout.

Les perspectives pour 2017

Le Groupement Combustibles compte continuer de promouvoir les nouvelles technologies en la matière. La place qu'occupe la chaudière mazout dans notre société reste toujours aussi importante étant donné que certains ménages ne pourront pas, à l'heure actuelle, choisir une autre source d'énergie.

Marc WILTGEN



Après des études de sciences économiques à l'Université de Saarbrücken, Marc Wiltgen débute sa carrière professionnelle à la Société Européenne de Banque au Luxembourg.

Y ayant appris le métier de banquier au sein du back-office, il poursuit son parcours professionnel auprès de la Deutsche Girozentrale International S.A, il rejoint ensuite DEKA International S.A. Marc a également travaillé pour la Chase Manhattan Bank et la State Street Bank.

Forte de cette expérience, Marc décide en 2007 de travailler pour TATA Consultancy Services Luxembourg S.A.. Après une courte période au Luxembourg avec plusieurs visites des différents sièges en Inde, Marc est envoyé à Zurich afin de développer la relation du groupe avec le Crédit Suisse.

En avril 2016, Marc reprend la fonction de Conseiller et Secrétaire de la FLEAA, remplaçant Robert Kummer.

FLEAA – Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars

Président : Frank **SCHILLING** (Bollig Voyages) ■ **Vice-présidents :** Jos **SALES** (S.L.A. – Sales-Lentz Autocars), Roly **HEINISCH** (Voyages Emile Weber) ■ **Administrateurs :** Alix **MEYERS** (Autocars Meyers S.A.), Victor **ALTMANN** (Autocars Altmann SàRL), Jean **CLEMENT** (Voyages Josy Clement S.A.), Jean-Claude **FRISCH** (Société des anciens établissements Autocars Emile Frisch), Johny **SCHAMMO** (Nouvelle société du Rapide des Ardennes SàRL), Laurent **SCHANDELER** (Demy Schandeler SàRL – Demy Cars), Roland **SIMON** (Voyages Koob), Tom **STEPHANY** (Autobus Stephany)

Les points importants en 2016

Si l'année 2015 était très laborieuse en termes de mise en application des décisions prises et très intensive en travail, l'année 2016 se caractérise par une consolidation au niveau de la **FLEAA** coopérative et l'élection d'un nouveau Président à la tête de la **FLEAA** Asbl.

Frank Schilling a été élu nouveau président de la **FLEAA** le 24 mars 2016 lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Comme annoncé 4 ans auparavant et après 16 ans à la tête de la fédération, Jos Sales ne désirait plus reconduire sa candidature au poste. Il maintiendra un rôle actif au sein du Comité de la fédération ainsi que son mandat à l'organisation internationale des transports routiers (IRU – International Road Transport Union) avec siège à Genève.

La **FLEAA** coopérative pour sa part a pu consolider ses activités après avoir remporté une grande partie des lots de la soumission publique relative au transport complémentaire d'accessibilité pour personnes à besoins spécifiques (CAPABS) en fin 2015. Ainsi les structures mises en place, à savoir le Bureau Central de Coordination (BCCL) et la comptabilité qui est faite par la **clc**, tournent sans problèmes majeurs.

En août 2016, la **FLEAA** a pris part à Berne, capitale helvétique, à la réunion traditionnelle et annuelle des fédérations helvétique (ASTAG), allemande (BDO) et autrichienne (WKO). De nombreux dossiers ont été discutés et les bons rapports intensifiés.

Les perspectives pour 2017

L'année 2017 s'annonce plein de défis.

D'un côté, le règlement grand-ducal pour les temps de conduites et de repos sur les lignes de parcours régulières inférieures à 50 kilomètres n'est toujours pas en vigueur et les syndicats ont dénoncé la Convention Collective pour le secteur. Il faudra donc veiller à bien négocier une nouvelle convention ainsi que de trouver un accord pour pouvoir mettre en place ledit règlement des 50 kilomètres.

D'un autre côté, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures projette une réorganisation du RGTR qui aura sans doute une influence considérable sur les entreprises membres de la **FLEAA**

05



Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région

Les efforts pour améliorer le positionnement du Luxembourg en tant que Pôle de commerce de la Grande Région se sont également poursuivis en 2016.

L'année 2016 a par contre été marquée par l'adoption de l'initiative « **Pakt PRO Commerce** », un programme d'actions signé en avril, privilégiant des mesures sur le plan structurel.

Shopping in Luxembourg – Good Idea

Le programme « Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région » (POC) avec sa marque « Shopping in Luxembourg – Good Idea » avait démarré en 2007 et est définitivement venu à terme le 31 décembre 2016. Les principaux objectifs et parties des actions de ce programme de promotion du commerce luxembourgeois auprès des consommateurs résidant au Luxembourg et dans la Grande Région ont été intégrés dans le programme de l'initiative « Pakt PRO Commerce » (le PAKT).

Le blog www.goodidea.lu est la vitrine au travers laquelle les partenaires de « Luxembourg, Pôle de la Grande Région » ont promu le commerce en mettant en avant les commerçants, les restaurateurs, cafetiers et autres établissements commerciaux définis comme « tendance » du Grand-Duché de Luxembourg.

L'équipe du POC a en permanence développé le contenu du blog jusqu'en été 2016. La publication de nouveaux articles s'est ensuite raréfiée, notamment en raison de contraintes budgétaires et du départ de Tanja Bollendorf qui a quitté la clc en août afin de poursuivre une nouvelle carrière.

En 2016, Goodidea.lu a compté 406.306 visiteurs (312.951 unique visitors). La version française a connu le plus d'attention avec 97.221 visiteurs, suivie des versions en langue allemande, anglaise et luxembourgeoise qui ont accueilli respectivement 45.084, 29.497 et 2.941 internautes. Avec 55%, la version mobile a définitivement décollé. Cinq « Newsletter » (janvier à mai) ont été envoyées à 13.500 abonnés, avec un taux d'ouverture excellent des mails de 25% en moyenne.

Fin 2016, Good Idea comptait 23.573 fans sur sa page facebook, affichant ainsi une progression de plus de 12 %. Pour promouvoir l'attractivité du commerce luxembourgeois, 98 posts sponsorisés ont été publiés. Le post qui a connu le plus grand succès, était dédié à l'ouverture d'un Starbucks à l'Aéroport et atteignait

50.000 personnes. Le post annonçant la « Schueberfouer » était vu par 40.000 personnes, montrant la popularité de certains sujets.

La coopération pendant plusieurs années avec des portraits au Luxembourg et dans la Grande Région est particulièrement fructueuse. Malgré le fait que certains articles ont dû être « recyclés » des années antérieures, tous les partenaires ont remarqué une attractivité accrue des sujets autour du shopping au Luxembourg. Lesfrontaliers.lu a compté plus de 82.000 lectures des différents articles. Sur hunderttausend.de (région Trèves) l'espace Good Idea a été cliqué presque autant de fois que les articles publiés par la rédaction : 62.000 lectures (une progression de 10% par rapport à 2015). La marque Good Idea a été en contact avec plus de 3,8 millions de visiteurs de hunderttausend.de.

Sur Lorraineaucoeur.com (région Lorraine) et Lavenir.net (région Wallonie) furent publiés des bandes d'annonces pour rediriger les visiteurs sur le site de « goodidea.lu » Elles ont été affichées 5,4 millions de fois sur Lorraineaucoeur.com. avec un nombre de clics de 8.000. Sur Lavenir.net les annonces ont été affichées à 6,3 millions reprises et ont généré 5.700 clics.

Après 2006, 2009 et 2012, TNS Ilres a réactualisé respectivement fin de l'année 2015 et en début 2016 les sondages sur les habitudes de consommation des résidents au Luxembourg et dans la Grande Région. Les résultats ont été livrés en janvier 2016 (pour les résidents au Grand-Duché) et en août de la même année pour la partie « Grande Région ». Les données recueillies furent par la suite analysées, travaillées et comparées avec les années précédentes. Les enseignements sur les modes de consommation des résidents ont largement contribué à finaliser le plan d'actions du Pakt PRO Commerce et ont été présentés aux communes intéressées au développement du commerce urbain. La partie dédiée aux habitants de la Grande Région a été présentée au Ministère de l'Economie en février 2017.

Un résumé des conclusions des deux enquêtes sera rendu public aux membres de la **clc** en mars 2017.

Jusqu'en juin 2016, la **clc** a mis à disposition des fédérations et unions commerciales son soutien et son savoir-faire pour l'organisation de leurs actions de communication et de marketing et pour l'élaboration de plans médias. Ainsi, des conventions étaient signées avec l'Union commerciale de la Ville de Luxembourg, l'initiative du Glacismaart, la fédération des brocanteurs, le Lëtzebuerger Maarteverband et la Fédération de l'Ameublement.

Le programme « Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région » a officiellement pris fin au 31 décembre 2016. Dans le cadre du PAKT, il est prévu de mettre en exploitation au cours du 2^e semestre de 2017 une nouvelle plateforme nationale pour la promotion du commerce luxembourgeois et la vente en ligne des commerçants. Cette nouvelle plateforme « Digi-Maart » va non seulement reprendre les contenus du site « goodidea.lu », mais également profiter du positionnement remarquable du blog dans les moteurs de recherche et, dans la mesure du possible, récupérer sa communauté fidèle de contacts. Il est convenu avec le Ministère de l'Economie de maintenir le site « goodidea.lu » en ligne pendant les neuf premiers mois de 2017.

Pakt PRO Commerce

Avec le lancement de l'initiative Pakt PRO Commerce le 15 avril 2016 furent posées les nouvelles fondations pour la promotion et le développement du commerce dans les prochaines années. Les partenaires de cette initiative sont le Ministère de l'Economie, la Chambre de Commerce et la **clc**.

Pour le commerce de détail, les défis seront énormes au regard des évolutions technologiques et sociétales. L'initiative du Pakt entend sensibiliser les acteurs et élaborer des pistes de solutions. Cinq axes ont été retenus : l'analyse, la digitalisation, le commerce urbain, la culture du service et la promotion.

En résumé, les différents axes qui détermineront les actions à développer par la **clc** concernent :

Pour l'axe « analyse »

- L'analyse des résultats des sondages de TNS Ilres sur « les consommateurs dans la Grande Région », la préparation des conclusions et l'élaboration de recommandations.
- Le développement du concept pour la création d'un nouveau cadastre du commerce. Les données sont issues de la base de données du POC et du cadastre du commerce actuel de la Chambre de Commerce.

Digitalisation

- Les conseils en vue de la création d'une plateforme nationale pour la vente en ligne.

Commerce urbain

- La promotion du PAKT et la sensibilisation des décideurs locaux de 17 villes et communes : la présentation des résultats des enquêtes, l'analyse de la situation locale du commerce, l'identification des acteurs et structures décisionnelles locales et, le cas échéant, l'élaboration d'un plan d'actions et/ou de conseils.
- La participation dans les groupes de travail dans les communes d'Echternach, Ettelbruck, Dudelange, Clervaux et Mondorf-les-Bains.
- L'animation d'un groupe d'échange d'expériences (« ERFA ») autour du sujet « citymarketing ». La réunion de lancement de cette initiative a eu lieu le 2 décembre 2016 dans les locaux de la Chambre de Commerce en présence de Mme Francine Closener.

Culture du service

- Des conseils et un échange de vues sur les différents aspects déterminant les relations entre commerçants et consommateurs. La mise à disposition d'informations sur les expériences antérieures en matière de service.

Promotion

06



Comme chaque année, la **clc** a organisé des événements networking qui donnaient la possibilité aux invités de jeter un regard derrière les coulisses des entreprises et de rencontrer des personnes intéressantes.

Ainsi ont eu lieu cinq clcNetworkings en 2016...

- 01** En janvier, Lalux nous avait ouvert ses portes, au programme de cette soirée : découverte de ses activités et plus particulièrement de La Luxembourgeoise-Vie, visite des locaux et échanges sur fond de walking diner.
- 02** En avril, la visite de la société et des ateliers Nordparts (Fluid solutions and workshops equipments) a eu lieu à Oberfeulen, vraie caverne d'Ali Baba regorgeant de machines professionnelles, d'outillages de toutes sortes, de matériels hydrauliques en stock afin de parer à toutes les urgences des clients.
- 03** En juin, la société Streff a ouvert ses portes. Streff qui, de manière générale est uniquement associé aux déménagements, a bien d'autres cordes à son arc ; celle de la protection des données et celle de la destruction sécurisée de données.
- 04** En septembre, les membres de la **clc** se sont retrouvés dans les champs et jardins de la société Lëtzebuerger Geméis à Luxembourg, fondée par la famille Kirsch, découvrant ainsi l'origine de certains produits vendus sur les marchés du frais dans le pays.
- 05** Un dernier événement **clc**Networking, en novembre, a conduit les visiteurs au centre de tri de POST à Bettembourg qui est à la pointe des technologies et de la logistique et qui est le pilier de traitement des courriers et colis au Luxembourg.

Tous ces événements se sont clôturés par des walking dinners de qualité pendant lesquels de nombreuses cartes de visites ont été échangées.



04



01



07

santé

information
bien-être
salarié
conseil
travail
prévention
protection

santé
information
bien-être
salarié
conseil
travail
prévention
protection

Dialogue social

Les négociations sur la flexibilisation du temps de travail au cours des premiers mois de l'année 2016 ont montré les limites d'un dialogue social constructif et serein. En effet, depuis la crise de 2008, les relations entre partenaires sociaux s'avèrent extrêmement difficiles et n'ont plus abouti à des solutions positives et équilibrées.

La déception du patronat était totale lorsque dans son discours sur l'Etat de la Nation, le Premier Ministre a annoncé la décision unilatérale du Gouvernement dans le dossier épineux de l'organisation du temps de travail. Au grand dam de toutes les organisations professionnelles, la décision du Gouvernement allait bien au-delà de l'arbitrage annoncé en amont et qui était issu de multiples réunions tripartites au Château de Senningen. Dans les réunions de négociations, la délégation du patronat, dont également un représentant de la **clc**, avaient préconisé une solution adaptée à chaque entreprise. La concession en matière de co-décision avancée par le patronat pour mieux pouvoir concilier les intérêts des entreprises avec ceux des salariés, ne fût pas acceptée par les syndicats. Pour la **clc**, la méfiance des syndicats vis-à-vis des délégations du personnel, voire le non-respect de la représentation du personnel dans les entreprises, sont manifestes et déplorables.

La période de référence maximale est certes passée de quatre semaines à quatre mois, mais, avec en contrepartie pour les salariés, le bénéfice d'un jour et demi jusqu'à trois jours et demi de congés supplémentaires, la réduction du temps de travail maximal non-majoré presté et l'introduction d'un préavis avec indemnisation éventuelle si un plan d'organisation du travail (POT) doit être changé. De plus, dans la nouvelle loi du 23 décembre 2016 ont été supprimées les arguments du cas de force majeure et de l'événement imprévisible qui autorisaient un changement du POT, ainsi que la compétence ministérielle d'accorder une période de référence supérieure à 1 mois.

Face aux multiples rebondissements dans les dossiers sociaux au cours des dernières années et pour éviter d'autres échecs en matière de dialogue social, l'UEL a finalement déclaré en juin 2016, que le patronat souhaiterait réserver la conférence tripartite à la gestion de crises aiguës. En dehors de situation de crises, le Gouvernement devrait consulter les partenaires sociaux pour prendre ensuite ses responsabilités politiques.

Il convient cependant de faire remarquer que dans plusieurs entrevues avec le Gouvernement où la **clc** était toujours présente, d'autres dossiers ou sujets ont été débattu de manière très constructive. La **clc** se félicite qu'il peut être fait état de résultats très positifs dans plusieurs domaines.

« Programme Partenariat pour l'emploi » et plateforme employeur à l'ADEM

Le programme « Entreprises, partenaires pour l'emploi » conclu en 2015 a comme but de renforcer la compétitivité des entreprises et de contribuer à la réduction du chômage et à la croissance économique.

Ce programme prévoit notamment une augmentation du nombre total de recrutements par les entreprises via l'ADEM de quelques 5.000 demandeurs d'emploi additionnels sur trois ans. Le programme cible tous les demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM. Néanmoins, une attention toute particulière est portée sur le retour à l'emploi des personnes les plus fragiles : jeunes, demandeurs d'emploi plus âgés et demandeurs d'emploi de longue durée aptes pour le marché du travail.

Le comité de pilotage pour établir un vrai partenariat entre les entreprises et l'ADEM

Le comité de pilotage dont fait également partie la **clc**, a été mis en place en 2015 et s'est réuni à plusieurs reprises au cours de 2016. Lors de ces échanges réguliers, les représentants respectivement de l'ADEM et du patronat analysent les besoins des groupes cibles et évaluent les actions entamées dans le cadre du programme.

Une large campagne d'information et de sensibilisation des entreprises a eu lieu en fin d'année 2016. Parallèlement, la **clc** avait invité ses membres à un Forum des Ressources Humaines (FRH) sur le thème du « Service Employeur de l'ADEM, un facilitateur de l'emploi ». Elle a accueilli Isabelle Schlessier, directrice de l'ADEM, Guy Pütz, responsable du service employeur et son équipe, ainsi qu'Alexandre Massol, DRH de la Provence. L'événement a réuni pour cette édition, une centaine de personnes.

Augmenter le nombre de déclarations de postes vacants

Le commerce étant un des secteurs qui recrute régulièrement et qui est en permanence à la recherche de personnel, même faiblement qualifié. C'est ainsi que le commerce était particulièrement visé dans l'organisation d'ateliers de recrutement. Dans ces ateliers, des représentants de la **clc** et de fédérations affiliées étaient très souvent présents pour présenter leur secteur et orienter les demandeurs d'emploi dans leur choix de métiers. La **clc** se félicite du nombre croissant de déclarations de postes vacants dans les entreprises du secteur du commerce et d'une collaboration franche avec le « Service Employeurs » de l'ADEM.

Congé parental

La réforme du congé parental faisait partie de l'accord bipartite entre le Gouvernement et les syndicats, et a pour objectif d'améliorer la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et d'augmenter la proportion des familles ayant recours à cette prestation. Pour ce faire, le Gouvernement avait annoncé de vouloir augmenter l'indemnité du congé parental et à flexibiliser les périodes de congé.

A rappeler que l'accord bipartite entre l'UEL et le Gouvernement avait **lié les deux questions concernant la flexibilisation du temps de travail et celles concernant la flexibilisation du congé parental**, la première permettant aux entreprises de s'adapter à la seconde. A l'issue des discussions, force est cependant de constater que cet engagement n'était pas toujours respecté en pratique. Le projet de loi portant réforme du congé parental a été déposé alors que les négociations en la matière étaient encore en cours.

La réforme du congé parental est finalement entrée en vigueur le 1er décembre 2016, certains détails ont été modifiés suite à des discussions bilatérales. Afin de présenter tous les aspects de la prédite réforme, la ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Corinne Cahen, s'était proposée de répondre aux questions lors de la séance d'information organisée le 24 novembre 2016.

La réforme introduit notamment :

- une flexibilisation des périodes de congé ;
- une augmentation de l'indemnité ;
- de même que d'autres améliorations ponctuelles.

La **clc** salue que le salarié pourra choisir, sous réserve de l'accord de l'entreprise, entre 4 modalités de congé parental, à savoir :

- le congé parental à plein temps ► 4 ou 6 mois
- le congé parental à temps partiel ► 8 ou 12 mois
- le congé parental fractionné
 - 1 jour par semaine pendant 20 mois
 - 4 mois pendant une période maximale de 20 mois

Le salarié qui travaille à temps partiel ≥ 20 et $40 \leq$ hrs/semaine aura la possibilité de choisir entre 2 types de congé parental, à savoir :

- un congé parental plein temps ► 4 ou 6 mois
- un congé parental à temps partiel ► 8 ou 12 mois

Le salarié qui travaille ≥ 10 et $20 \leq$ hrs/semaine ainsi que l'apprenti ne pourront prendre le congé parental qu'à temps plein soit 4 ou 6 mois.

L'indemnité de congé parental devient un revenu de remplacement calculé sur base des revenus déclarés par l'employeur auprès du Centre d'affiliation de la sécurité sociale pendant les 12 mois précédant le début du CP et de la moyenne des heures prestées au cours des 12 mois précédant le début du CP.

Le revenu de remplacement est dorénavant soumis aux charges sociales et fiscales. Le revenu de remplacement est plafonné à 5/3 du SSM (3.204,93€) et ne peut être inférieur au SSM (1.922,96€) pour une tâche complète.

Pour un CP temps plein, le revenu de remplacement variera en fonction de la moyenne des heures prestées.

La **clc** a néanmoins rendu attentif au fait que l'augmentation de la durée de la protection contre le licenciement pour le congé parental fractionné risque d'augmenter le refus des formes flexibilisées du congé parental par les entreprises. En outre, toute flexibilisation accordée aux salariés dans le cadre du nouveau congé parental amènera un besoin pour l'employeur de pouvoir adapter l'organisation du temps de travail. Cette revendication n'a pas été entendue !

Les congés pour raisons d'ordre personnel, postnatal et pour raisons familiales

Un projet de loi déposé le 24 août 2016 propose de modifier les dispositions légales ayant trait aux trois catégories de congé suivantes : le congé pour raisons d'ordre personnel, le congé postnatal et le congé pour raisons familiales.

En ce qui concerne le congé pour raisons d'ordre personnel, les modifications proposées visent surtout à donner plus de temps libre au père en cas de naissance de l'enfant afin de lui permettre de faire partie intégrante de cet événement et de créer une relation solide avec son enfant. Aussi ce congé permet-il de mieux répondre aux besoins des parents qui peuvent s'entraider et procéder à un véritable partage des responsabilités immédiatement après la naissance de l'enfant.

Dans le même ordre d'idées, le congé d'accueil d'un enfant de moins de 16 ans en vue de son adoption sera augmenté de deux à cinq jours ouvrables consécutifs.


Pour ce qui est des jours de congés accordés en cas de mariage ou de déclaration de partenariat, le projet propose un certain nombre de réductions pour les personnes directement concernées et les parents de celles-ci.

Ces adaptations sont motivées par les réalités auxquelles fait face notre société et par l'adoption en 2014 des nouvelles dispositions portant réforme du mariage et introduisant notamment le « mariage pour tous ».

La durée du congé accordé en cas de déménagement reste fixée à deux jours, mais ce congé ne sera accordé que tous les trois ans afin de mettre les employeurs à l'abri de revendications abusives dans ce contexte.

Etant donné que ce sont surtout les enfants en bas âge qui sont le plus souvent malades, la Ministre de la Famille avait annoncé vouloir répartir différemment les jours disponibles suivant le régime actuel pour en mettre davantage à disposition des parents (et de manière plus flexible).

Ainsi, le projet introduit un nouveau système dans lequel les parents ont plus de flexibilité pour utiliser les jours de congés. Le projet propose 12 jours de congé pour les enfants âgés entre 0 et moins de 4 ans accomplis. À partir de 4 ans accomplis et jusqu'au jour précédent l'anniversaire de l'enfant c'est-à-dire pendant une période de 9 années, les parents peuvent bénéficier de 18 jours. À partir du 13e anniversaire et jusqu'à 18 ans accomplis les parents pourront encore bénéficier de 5 jours de congé pour raisons familiales mais uniquement en cas d'hospitalisation de l'enfant. Ainsi la limite d'âge maximale est portée de 15 à 18 ans alors que pour les enfants de 13 à 15 ans le congé pour raisons familiales est dorénavant limité aux cas d'hospitalisation.



En matière de congé postnatal le projet propose un allongement généralisé de ce congé à 12 semaines pour ne plus défavoriser les femmes accouchées qui ne souhaitent ou ne peuvent pas allaiter leur enfant. Cette durée ne sera donc plus soumise à aucune condition additionnelle particulière telle que l'allaitement ou la naissance prématurée ou multiple.

Le projet poursuivait son cours et l'adoption de la loi est prévue en 2017.

Lohnfortzahlung – Continuation du paiement du salaire pendant la maladie, la question du paiement des majorations

Après les discussions au sein du Comité permanent pour l'Emploi, le Ministre du Travail, de l'Emploi a déposé le projet de loi le 25 octobre 2016. La modification du Code du travail vise à mettre fin à une incertitude juridique existante et poursuit principalement les trois objectifs suivants: mieux protéger les droits des salariés, améliorer l'efficacité des mesures pour l'emploi en favorisant l'insertion sur le marché du travail notamment des catégories de chômeurs les plus vulnérables et assurer une meilleure connaissance de l'évolution du marché du travail permettant ainsi la mise en œuvre de politiques mieux ciblées.

Aux yeux du patronat, la solution retenue dans le projet n'est pas satisfaisante, malgré de longues discussions bilatérales.

La **clc** ne voulait pas en rester là et s'est adressée au Ministre en lui faisant part de son mécontentement notamment en arguant que les suppléments à payer en cas de maladie encouragent l'absentéisme, alors que les suppléments devraient gratifier les salariés qui viennent exceptionnellement travailler un dimanche. Dans ce contexte la **clc** revendique la création d'un régime dérogatoire pour les entreprises qui ne travaillent qu'exceptionnellement un dimanche.

Suite à cette lettre, une entrevue avec le Ministre a eu lieu le 13 février 2017. Même si les arguments ont été entendus et partagés par le Ministre, l'adoption d'un amendement pour satisfaire les besoins des entreprises notamment dans le commerce n'est pas encore acquise.

Évolution législative du dialogue social à l'intérieur des entreprises (DSIE) et la réforme sur le reclassement professionnel

Réforme du dialogue social à l'intérieur des entreprises – loi du 27 juillet 2015

L'objectif principal de la nouvelle loi était de simplifier le dialogue social. Elle prévoit ainsi de supprimer le comité mixte d'entreprise et d'en transférer les attributions en matière d'information, de consultation et de codécision à la délégation du personnel qui devient l'unique organe représentant les intérêts des salariés.

La **clc** avait consacré le premier Forum des Ressources Humaines de l'année 2016 à « la réforme du dialogue social en entreprise ».

Reclassement interne et externe – Loi du 23 juillet 2015

Le 1^{er} janvier 2016 est entrée en vigueur la nouvelle loi sur le reclassement interne et externe et qui a pour objectif de promouvoir le maintien ou la réintégration dans l'emploi des personnes reclassées. La nouvelle loi introduit un certain nombre de changements qui impactent également les entreprises.

La **clc** en partenariat avec Me Christian Jungers, partenaire du cabinet d'avocats KLEYR GRASSO ASSOCIES et le Dr. Nicole Majery, médecin spécialiste en médecine du travail et chargée de la direction du STM, avait organisé le 16 mars 2016 un Forum des Ressources humaines (FRH) sur la réforme de la procédure de reclassement et les obligations qui en découlent pour l'entreprise.

Les intervenants ont présenté d'une part les changements introduits par la réforme :

- l'accélération de la procédure,
- l'élargissement du nombre d'entreprises éligibles pour le reclassement interne (seuil de 25 salariés),
- la suppression de la prise en compte du quota de salariés handicapés
- le renforcement de la sanction patronale en cas de refus de reclassement interne (taxe compensatoire plus élevée)
- le renforcement de la protection du salarié : création d'un statut spécifique pour le salarié en reclassement externe
- la mise en place d'une procédure de réévaluation périodique de l'état de santé du salarié
- et d'autre part, les moyens à disposition des entreprises pour intégrer cette nouvelle loi.

Formation professionnelle continue

Projet de loi portant sur la réforme du co-financement de la formation continue

La législation en matière de formation continue permet, depuis 1999, aux entreprises légalement établies au Luxembourg et y exerçant leurs activités, de bénéficier d'une aide au financement de leurs plans de formation. L'institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC) est en charge de l'instruction des demandes de co-financement émanant des entreprises qui souhaitent obtenir cette aide.

Dans un contexte d'inadéquation en matière d'offre et de demande sur le marché de l'emploi luxembourgeois, de nouvelles mesures en la matière ont été proposées par le projet de loi déposé le 1er octobre 2015. L'objectif de ce projet n'est pas de dépenser plus, mais de dépenser mieux en adaptant les modalités de co-financement de la formation continue.

Alors qu'une adoption du projet de loi était attendue pour fin 2016, le texte définitif sera seulement adopté au cours de 2017.

Suite à plusieurs réunions en 2015 et en 2016 avec le Ministère auxquelles participait activement la **clc**, plusieurs amendements ont été retenus et furent déposés en février 2017.

Formation « Culture du service » - une initiative commune de la FEMACO, de la House of Training et de la clc

Suite au grand succès de la formation « Culture du service et connaissance générale des matériaux de construction » adressée aux collaborateurs des sociétés membres de la FEMACO les années précédentes, la formation était reconduite en 2016, et proposée à toutes les fédérations de la clc.

La stratégie « Vision ZERO »

Le 25 novembre 2016, la clc avait organisé avec le concours de l'Association d'Assurance Accident (AAA), un Forum des Ressources Humaines qui avait comme thématique la mise en place de la stratégie « VISION ZERO » et l'entrée en vigueur du système bonus-malus au niveau des cotisations de l'AAA.

A cette occasion, Georges Wagner, chargé de direction auprès de l'AAA et Annick Sunnen, responsable du service « Prévention » auprès de l'AAA ont apporté des éclaircissements et leur expertise en la matière.

Mise en place de la stratégie VISION ZERO (0 risques, 0 accidents, 0 morts)

Le 24 mars 2016 a été présentée la nouvelle stratégie nationale « VISION ZERO » pour promouvoir la sécurité et la santé au travail. La signature de la Charte nationale « VISION ZERO » a pour objectif de redynamiser la sécurité et la santé au travail et ainsi marquer le pas pour sortir de l'état de stagnation des accidents du travail depuis quelques années.

La nouvelle stratégie se décline en trois objectifs majeurs pour la période de 2016 à 2022 :

- 1) Prise de conscience des décideurs, des délégués à la sécurité, plus généralement de tous les salariés et tous les autres acteurs impliqués des avantages qu'offre une approche systémique voire intégrée de la sécurité et de la santé au travail
- 2) Diminution de 20% du taux de fréquence national, tous secteurs confondus, des accidents liés au travail par rapport à 2014 (taux de fréquence de 5,37%), en dirigeant un effort particulier aux secteurs à risques les plus élevés
- 3) A moyen et long terme, l'objectif de la « VISION ZERO » demeure la diminution continue du nombre des accidents graves et mortels, c'est-à-dire zéro mort, zéro blessé grave

4 principes et 7 règles d'or sont à la base de la stratégie « VISION ZERO »

Les 4 principes :

- La vie est un bien non négociable
- L'Homme est faillible
- L'Homme a des limites de tolérance
- Chacun a droit à un lieu de travail sain et sécurisé

Les 7 règles d'or :

- Faire preuve de leadership et d'exemplarité en matière de sécurité et de santé au travail
- Analyser de manière systématique tous les risques et dangers
- Mettre en place un programme d'amélioration continue doté d'objectifs mesurables
- Veiller à une organisation systématique des aspects touchant à la sécurité et à la santé au travail en insistant sur la clarté des consignes
- Utiliser exclusivement une technologie garante de sécurité et de santé
- Veiller à la qualification et au développement des compétences des salariés
- Investir dans la participation active et la responsabilisation des salariés

L'adhésion à la stratégie « VISION ZERO » est purement volontaire et gratuite. Les sociétés qui souhaitent y souscrire peuvent le faire via le site Internet www.visionzero.lu. Les entreprises engagées dans la VISION ZERO seront publiées sur le prredit site. Des recommandations pour la mise en œuvre d'un plan d'action s'inscrivant dans la VISION ZERO ainsi qu'une boîte à outils en matière de prévention des accidents du travail, de trajet et des maladies professionnelles sont disponibles sur le site Internet www.visionzero.lu.

Mise en place du système bonus-malus au niveau des cotisations de l'AAA

Le système bonus-malus a été introduit lors de la réforme de l'AAA ayant pour mission d'inciter les cotisants de l'AAA à investir davantage dans la prévention des accidents ainsi que dans la sécurité et la santé au travail. Dans ce contexte, un nouvel article 158 dans le Code de la sécurité sociale prévoit que « le taux de cotisation peut être diminué ou augmenté, au maximum jusqu'à concurrence de cinquante pour cent. A cet effet, les cotisants sont répartis en classes de risques. La diminution ou la majoration se fait en fonction du nombre, de la gravité ou des charges des accidents au cours d'une période d'observation récente d'une ou de deux années. Il n'est tenu compte ni des accidents de trajet ni des maladies professionnelles. Le champ et les modalités d'application du présent article sont précisés par règlement grand-ducal. »

Le règlement grand-ducal du 8 février 2016 détermine le champ et les modalités d'application du système bonus-malus de l'AAA et définit 17 nouvelles classes de risques. La diminution ou la majoration du taux de cotisant se fera alors en fonction des charges des accidents au cours d'une période d'observation d'une année. L'application du système bonus-malus sera d'application à partir de 2019.

08



Conseil de la Consommation

Le Conseil de la Consommation, en tant que garant du respect de la Charte « Fair Price » par ses signataires, a procédé à sa traditionnelle analyse de l'évolution des prix à la consommation sur base des données statistiques récoltées par le Statec dans le cadre de l'élaboration de l'IPCN. De ce fait, l'année 2015 a été marquée par une inflation qui reste très faible – taux moyen de +0,5% – principalement due au prix de l'énergie. Le Conseil a pu apprécier les variations sectorielles des prix et constater que dans son ensemble, le commerce a appliqué des prix « justes ». Dans ce contexte, des enquêtes ciblées sont aussi réalisées sur le terrain en vue du contrôle de l'indication des prix.

Par ailleurs, le Conseil a pris part aux discussions concernant les modifications au Code de la Consommation qui ont été déjà apportées ou qui le seront prochainement:

- la loi du 17 février 2016 portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines autres dispositions du Code de la consommation est entrée en vigueur le 18 avril 2016. De la sorte, un nouveau livre a été inséré, le livre 4.

A ce titre, le Service National du Médiateur de la Consommation (SNMC) – auprès duquel tout consommateur ou tout professionnel cherchant à trouver une solution amiable à un litige de consommation peut s'adresser – a été mis en place à la fin du mois d'octobre 2016. Le SNMC traite soit lui-même le dossier soit il le dirige vers le service spécialisé compétent dans la matière concernée, lequel est désigné comme entité qualifiée.

Ainsi, la Commission Luxembourgeoise des Litiges de Voyages composée paritairement de membres de l'ULAV et du SAVL, d'une part et de l'ULC d'autre part, est aujourd'hui reconnue comme entité qualifiée à l'instar de la CSSF ou de l'ILR.

- la transposition de la directive 2015/2302 relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage liées aura pour conséquence une refonte complète du chapitre concernant les voyages à forfaits dans le Code de la consommation.

Sachant qu'elle devra être transposée dans le droit des états-membres pour le 1^{er} janvier 2018 et appliquée à partir du 1^{er} juillet 2018, le projet de loi y relatif devrait être disponible vers le mois d'avril 2017.

- Modifications ponctuelles parmi lesquelles nous pouvons mentionner les sanctions pénales pour certaines infractions comme le non-respect des obligations d'information précontractuelles.

Enfin, le Conseil suit aussi les travaux européens concernant la protection des consommateurs. En la matière, citons les propositions de directive qui font partie du paquet sur le marché unique numérique : celle concernant certains aspects des contrats de fourniture numérique et celle concernant certains aspects des contrats de ventes en ligne et de toute autre vente à distance de biens.

Commission ad hoc « formation des prix »

Cette Commission du Conseil de la Consommation s'est réunie les 17 mars, 18 juillet et 3 octobre 2016. Elle passe en revue, en premier lieu, la situation générale sur l'évolution des prix à la consommation.

La Commission a analysé plus en détail l'évolution des prix administrés. Cette dernière a constitué un élément important de l'inflation au courant des deux dernières années. Il convient par contre de relativiser le poids des prix fixés par les autorités locales et nationales dans le total de l'inflation. Aussi, seulement 14% de l'inflation luxembourgeoise constatée depuis 2001 sont dus à la hausse des prix administrés.

La situation des tarifs des services de télécommunication au Luxembourg a été étudiée par l'ILR et présentée à la Commission en octobre 2016.

Chambre de Commerce

L'assemblée plénière est composée de 25 membres dont 8 représentants de la **clc**. En 2016, Robert Goeres, administrateur de la **clc**, a été admis en remplacement d'Anna Felgen-Suardi, démissionnaire.

La **clc** est représentée dans les six commissions spécialisées et en préside quatre : la Commission des comptes, la Commission Luxexpo (présidée par Jos Sales, vice-président de la **clc**), la Commission internationale, la Commission PME (présidée par Michel Rodenbourg, président honoraire et administrateur de la **clc**), la Commission économique (présidée par Laurent Schonckert, vice-président de la **clc**) et la Commission formation (présidée par Fernand Ernster, président de la **clc**).


La House of Training est co-présidée par Fernand Ernster, président de la **clc**.

Cluster for Logistics Luxembourg a.s.b.l.

Le Cluster for Logistics, dont la **clc** est un des membres fondateurs, est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en vue du positionnement et de la promotion du Luxembourg en tant que plateforme logistique multimodale compétitive. Son Conseil d'administration siège régulièrement sous la présidence de Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce. Thierry Nothum, directeur de la **clc**, est l'un des deux vice-présidents du Cluster.

Le Cluster participe régulièrement à des salons et voyages d'études ainsi qu'à des rencontres avec des partenaires potentiels des transporteurs et logisticiens luxembourgeois.

Il suit de près le projet du « Single Window for Logistics » (guichet unique électronique pour le secteur de la logistique et du commerce international) qui n'avance pas dans les délais attendus. D'autres sujets furent



l'implémentation en 2017 du e-CMR, la deuxième phase du projet « Lean and Green », le suivi du nouveau cycle de la formation initiale du Technicien en logistique lancé en 2015 et la participation active dans le processus « Rifkin ».

EuroCommerce

La **clc** est membre effectif d'EuroCommerce, l'organisation siégeant à Bruxelles et qui représente les intérêts des détaillants, des grossistes et du commerce international en Europe. Un travail conséquent est fait par les représentants de la **clc** afin de faire entendre les positions et analyses de ses membres. Ce réseau permet également d'être informé à un stade très avancé sur les initiatives des institutions européennes touchant le commerce.

Haut Comité pour le soutien des PME et entrepreneuriat

Le Haut Comité pour le soutien des PME et de l'entrepreneuriat est composé de représentants de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Fédération des Artisans, de l'Horesca et de la **clc** et a été institué en juin 2014 sous la présidence de Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.

Le Haut Comité a surveillé l'avancement des travaux de plusieurs groupes d'experts en vue de l'élaboration du 4^e plan d'action en faveur des PME. Ce plan a été adopté par le Gouvernement et présenté en mars 2016. Dans sa réunion de fin d'année 2016, MindForest a présenté ses premières conclusions sur une démarche en matière de qualité de service.

SNCA, SNCT et SNCH

La **clc** siège dans les conseils d'administration respectivement de la SNCT, de la SNCA et de la SNCH (Société de Certification et d'Homologation) où il représente les intérêts des fédérations membres de la **clc**, dont plus particulièrement les transports professionnels de personnes et de marchandises, les distributeurs automobiles et les loueurs de véhicules.

UEL (Union des Entreprises Luxembourgeoises)

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises regroupe les organisations et chambres professionnelles patronales, en l'occurrence l'ABBL, l'ACA, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la **clc**, la Fédération des Artisans, la Fedil et l'Horesca.

L'UEL élabore, de concert avec ses membres, les positions des entreprises sur des sujets horizontaux, les défend auprès des pouvoirs publics et des syndicats et les présente aux médias.

Elle s'engage activement dans le débat sociopolitique, dans le respect du développement durable et de la responsabilité des entreprises. Sur tous les sujets qui sont de son domaine de compétence, l'UEL est régulièrement amenée à élaborer des dossiers de fond pour soutenir ses prises de positions. Les domaines

concernés sont notamment l'économie et la fiscalité, l'emploi et les relations de travail, la sécurité sociale, le développement durable et la simplification administrative.

L'UEL promeut également la responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin d'aider les entreprises à renforcer leur compétitivité et à assurer leur pérennité. Pour ce faire, elle a créé en 2009 l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité des entreprises (INDR).

Fernand Ernster représente la **clc** dans le Conseil d'administration de l'UEL qui prépare les documents et les positions soumis au Conseil d'administration. La **clc** est représentée dans ce comité par son directeur, Thierry Nothum. Il se réunit en principe deux fois par mois.

En 2016, l'UEL et le Gouvernement se sont réunis à plusieurs reprises notamment dans le cadre de la réforme fiscale, la flexibilisation des temps de travail, la simplification administrative, l'étude dite « Rifkin », le partenariat pour l'emploi et le partenariat « Logement ».

Conseil Economique et Social (CES)

Cet organe est composé de représentants des organisations patronales, syndicales et des pouvoirs publics. Gary Kneip, président honoraire et administrateur de la **clc**, a assumé la vice-présidence du CES en 2016.

A noter que depuis 2015, le Gouvernement profite de l'enceinte du CES pour écouter les propositions et réflexions des partenaires sociaux dans le cadre de la procédure dite du Semestre européen.

A noter également que le CES a institué en 2016 une Commission « Transports » qui travaille sur l'élaboration d'un avis sur le transport et la mobilité des personnes. Le premier chapitre brosse le tableau de l'état actuel du transport et de la mobilité au niveau national. Le deuxième chapitre est dédié à la politique nationale de mobilité des personnes mise en œuvre au Luxembourg, à savoir, en premier lieu, la stratégie globale pour une mobilité durable pour les résidents et les frontaliers, dite « MoDu ». Le troisième chapitre est consacré aux volets transfrontalier et européen.

Thierry Nothum a été nommé rapporteur de la Commission. L'avis du CES devrait être finalisé et adopté en assemblée plénière au courant du premier semestre de 2017.

Ecotrel

L'asbl Ecotrel, créée sur l'initiative de la **clc**, a poursuivi en 2016 sa mission de collecter et faire recycler les déchets d'appareils électriques et électroniques. Plusieurs mandataires de la **clc** représentent les intérêts des importateurs des équipements visés par la loi.

Ecobatterien

L'asbl Ecobatterien a été créée par la Fédération des Artisans, la Fedil, Ecotrel et la **clc** afin que celle-ci endosse les obligations à charge des producteurs et importateurs de piles et accumulateurs. Elle organise la collecte, le recyclage et le traitement écologique de ces déchets.



Valorlux

Le Directeur de la **clc** représente les acteurs du commerce dans le Conseil d'administration de Valorlux. Il siège également dans les groupes de travail de la communication et de la prévention.

INDR / label RSE

La **clc**, qui avait renouvelé son label RSE en septembre 2014, continue sur sa lancée et applique autant que possible les préceptes défendus par le label. La **clc** montre son attachement aux valeurs promues dont l'engagement de la société envers ses salariés en matière sociale et d'égalité des chances, envers la gouvernance et l'environnement.

Sacs plastiques

La **clc** a rencontré à plusieurs reprises l'auteur du projet de loi en vue de discuter de la transposition en droit national de la directive 2015/720 visant la réduction de la consommation des sacs en plastique légers.

Le projet de loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages a été voté le 17 janvier 2017.

Outre l'introduction de la définition revue d'un emballage de service qui se caractérise par le fait qu'il est rempli ou conçu pour être remplis sur le point de vente, il convient de noter que dans le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1998, la responsabilité pour les emballages de service incombait aux entreprises ou personnes qui emballaient ou faisaient emballer au Luxembourg des produits en vue de les vendre.

En vertu de la nouvelle loi, la responsabilité pour les emballages de service incombera dorénavant aux entreprises ou aux personnes qui produisent ou importent des emballages de service au Luxembourg en vue de leur mise sur le marché luxembourgeois.

Le responsable d'emballage de service peut soit adhérer à VALORLUX, pour transférer et lui confier ainsi ses obligations légales, soit s'inscrire directement au registre des responsables d'emballages auprès de l'Administration de l'environnement. Le responsable est obligé d'atteindre pour les matériaux constituant ses emballages les taux de recyclage imposés, transmettre des informations détaillées à l'Administration de l'environnement quant aux caractéristiques de ses emballages, aux quantités mises sur le marché luxembourgeois et aux quantités d'emballages recyclées et informer les utilisateurs d'emballages y compris les consommateurs, d'une part, sur les possibilités de prévention des déchets d'emballages et, d'autre part, sur les systèmes de retour, de collecte et de valorisation mis à leur disposition.

La **clc** se félicite du fait que le législateur a repris ses arguments et ses demandes, notamment en ce qui concerne les sacs plastiques. Les points de vente ne pourront plus distribuer gratuitement des sacs en plastique à usage unique à partir du 31 décembre 2018. Cette obligation a été choisie pour éviter une interdiction des sacs.

Un autre détail important concerne les sacs en plastique très légers qui sont exclus du champ d'application de la loi. Il s'agit en l'occurrence des sacs d'une épaisseur inférieure à 15 microns nécessaires à des fins d'hygiène ou fournis comme emballage primaire pour les denrées alimentaires en vrac lorsque cela contribue à prévenir le gaspillage alimentaire.

Les décisions « clémentes » du législateur luxembourgeois furent notamment influencées par le succès de l'éco-sac introduit il y a plusieurs années par Valorlux en collaboration avec la **clc** et les ténors de la grande distribution.

La troisième Révolution Industrielle

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie économique plus durable pour le Luxembourg, le Ministère de l'Économie, la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg et IMS Luxembourg avaient lancé conjointement, en septembre 2015, l'étude stratégique « The Third Industrial Revolution Strategy » qui était réalisée en collaboration étroite avec l'économiste américain Jeremy Rifkin et son équipe d'experts internationaux.

La Troisième Révolution Industrielle (TIR) est caractérisée par la convergence des technologies de l'information et de la communication, des énergies renouvelables, des transports et de la logistique au sein d'un réseau digital, intelligent et interconnecté.

Les conclusions de l'étude ont pour objet de préparer le Luxembourg et son économie aux futures mégatendances moyennant l'élaboration d'un programme de recommandations, y compris des propositions et leviers d'actions concrets. Le plan d'action vise à amener le plus grand nombre d'entreprises à renforcer leurs capacités d'adaptation face aux développements futurs, notamment en ce qui concerne les nouveaux moyens de production, d'échange et de consommation induits par la TIR.

L'élaboration de l'étude était un effort collaboratif à deux niveaux. D'une part la collaboration étroite entre les porteurs du projet au Luxembourg et l'équipe d'experts internationaux autour de J. Rifkin, et d'autre part la participation active des parties prenantes luxembourgeoises intéressées dans neuf groupes de travail thématiques afin d'assurer l'intégration de leurs idées, vues et expériences dans la mise au point de l'étude stratégique par un processus bottom-up, transparent et ouvert. Représentée par des mandataires et plusieurs membres de l'équipe des permanents, la **clc** était présente dans plusieurs groupes de travail. Ces derniers étaient organisés en six sujets sectoriels (energy, mobility, building, food, industry, finance) et trois sujets transversaux (smart economy, circular economy, prosumers & social model).

Les neuf documents finaux ont servi de base pour la conduite du séminaire exécutif s'achevant fin mai 2016. L'étude stratégique a été dévoilée et présentée à tous les acteurs nationaux le 14 novembre 2016 lors du Sustainability Forum 2016. Des groupes de travail seront mis en place pour élaborer en 2017 les premières pistes et actions concrètes.

Fiscalité

Le projet de loi n°7020 a été déposé le 26 juillet 2016 par le gouvernement luxembourgeois, afin de mettre en œuvre les réformes fiscales prévues pour l'année 2017, déjà en partie annoncées fin 29 février 2016. La chambre des députés a voté la loi en date du 14 décembre 2016.

Dès l'annonce de la réforme, l'UEL avait été désignée pour représenter les intérêts des employeurs, et notamment pour récolter les commentaires, élaborer des propositions et assurer la coordination des entretiens avec le Gouvernement.

De l'avis des employeurs, la réforme fiscale proposée est généreuse pour les ménages et fournit quelques mesures intéressantes pour les PME. La réduction annoncée du taux de l'IRC risque néanmoins d'être insuffisante pour contrer la concurrence fiscale acharnée livrée par d'autres pays de l'Union européenne. Les propositions relatives au régime fiscal des start-ups, de la transmission d'entreprise et de la réserve immunisée n'ont pas été intégrées dans la réforme, mais continuent à être discutées en bilatéral avec le Ministre des Finances en 2017.

Les éléments saillants de la réforme

À l'exception des mesures relatives à l'imposition individuelle et à l'imposition des non-résidents dont l'entrée en vigueur est fixée au 01.01.2018, les mesures pour les personnes physiques adoptées entrent en vigueur le 01.01.2017 et concernent dans les grandes lignes :

- la suppression de l'impôt d'équilibrage budgétaire
- la révision des barèmes d'imposition
- la modulation du crédit d'impôt pour salariés (CIS), pensionnés (CIP) et indépendants (CII)
- l'augmentation du crédit d'impôt monoparental (CIM)
- les chèques-repas
- l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature
- la retenue à la source libératoire sur les intérêts
- l'abolition de la valeur locative de l'habitation propre
- les intérêts hypothécaires sur la résidence principale
- le contrat de prévoyance-vieillesse
- les intérêts débiteurs et primes d'assurance
- l'abattement pour enfants ne faisant pas partie du ménage
- les frais de domesticité.

En matière de fiscalité des sociétés, la mesure phare de ces réformes reste la diminution du taux d'impôt sur le revenu des collectivités à 19% dès 2017 et à 18% dès 2018. Ont été adoptées par ailleurs de nouvelles règles concernant:

- la limitation dans le temps du report des pertes fiscales,
- l'augmentation de l'Impôt sur la fortune minimum des sociétés « financières »,
- l'augmentation des taux de la bonification d'impôt pour investissements
- la réserve quinquennale d'impôt sur la fortune en cas de fusion et de transfert de siège.

Liste des membres

1. Groupement Alimentation a.s.b.l. F5875
2. FEDAM – Fédération Luxembourgeoise de l'Ameublement a.s.b.l. F4066
3. Fédération des Arts ménagers et Quincaillerie a.s.b.l. F5788
4. Groupement drogues, articles chimiques, optiques, photographiques, sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F5813
5. Groupement Combustibles solides et liquides a.s.b.l. F5872
6. PRESTACO – Presse, Tabacs & Convenience a.s.b.l. F5791
7. Groupement Radios, articles électriques et installations sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F5790
8. FEBU – Fédération Bureautique a.s.b.l. F5827
9. FLL – Fédération Luxembourgeoise des Libraires a.s.b.l. F5785
10. FPII – Fédération des Professionnels Indépendants de l'Immobilière a.s.b.l. F4828
11. Groupement Fleuristes du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F5818
12. Groupement des Activités commerciales diverses a.s.b.l. F3774
13. AECF – Association européenne des commerçants-forains a.s.b.l. F1216
14. Groupement du Commerce Frontalier a.s.b.l. F6544
15. LMV – Lëtzebuurger Maarteverband a.s.b.l. F5592
16. ULAV – Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F5868
17. SAVL – Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F2892
18. Groupement Parfumeries Sélectives a.s.b.l. F5786
19. FIABCI – Fédération Internationale des Professions Immobilières, chapitre Grand-Duché de Luxembourg F4289
20. FeDiB (Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons) a.s.b.l. F5878
21. Syndicat des Importateurs, Exportateurs et Distributeurs-Grossistes en alimentation et autres produits de consommation a.s.b.l. F5252
22. Association des Importateurs-Grossistes spécialisés en produits alimentaires a.s.b.l. F5848
23. FLVS – Fédération Luxembourgeoise des Vins et Spiritueux a.s.b.l. F5626
24. Groupement Luxembourgeois des Négociants d'Acier a.s.b.l. F5172
25. AGASAL – Association des Grossistes en appareils sanitaires et de chauffage du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F5178
26. Groupement des Grossistes Répartiteurs luxembourgeois en produits pharmaceutiques a.s.b.l. F5232
27. Groupement des Concessionnaires Répartiteurs luxembourgeois en spécialités pharmaceutiques a.s.b.l. F5104
28. FEMACO – Fédération Luxembourgeoise des Négociants en matériaux de construction a.s.b.l. F5601
29. Association des Commissionnaires, Marchands et Transporteurs de bétail et de viande du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F5908
30. GME – Groupement des Importateurs et Grossistes de matériel électrique a.s.b.l. F5257
31. Fédération Luxembourgeoise des Importateurs-Grossistes en papier et papeterie a.s.b.l. F5194
32. GT – Groupement des Entrepreneurs de Transports a.s.b.l. F5862

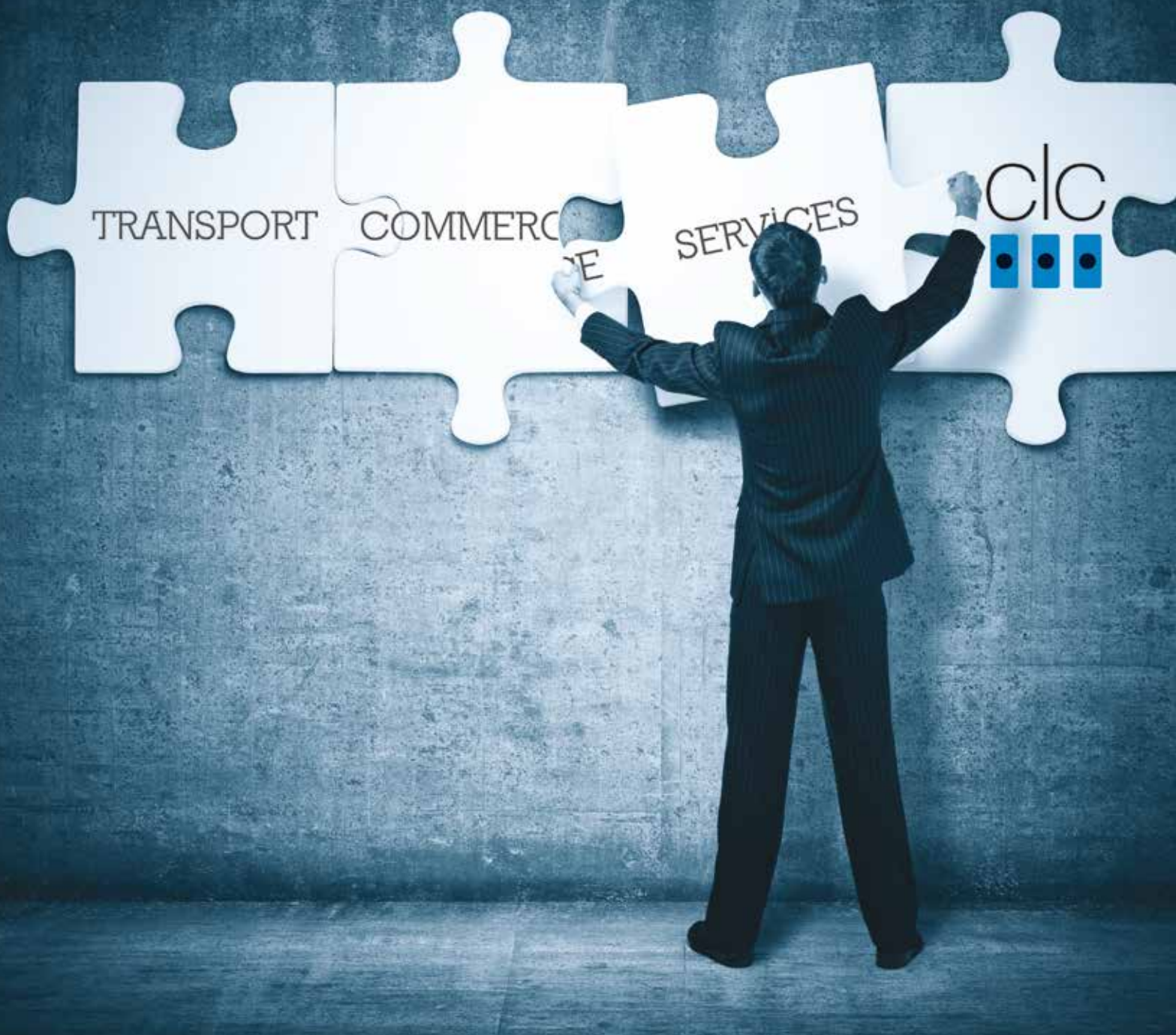
33. FEDELUX – Fédération des Déménageurs luxembourgeois a.s.b.l. F2780
34. FLEAA – Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars a.s.b.l. F5302
35. Verband der Luxemburger Videothekhäre a.s.b.l. F3508
36. MarkCom – Association des agences conseils en marketing et communication a.s.b.l. F4056
37. DL – Design Luxembourg a.s.b.l. F3162
38. Espace Pub a.s.b.l. F4313
39. ULPA – Union luxembourgeoise de la production audio-visuelle a.s.b.l. F4559
40. GSPL – Groupement des Syndics Professionnels du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F2405
41. LAFA – Luxembourg Airfreight Forwarders' Association a.s.b.l. F2154
42. UPSMT – Union professionnelle des services médico-techniques (Medizintechnischer Fachhandel) a.s.b.l. F3665
43. APSI – Association des Professionnels de la Société de l'Information a.s.b.l. F2052
44. Fédération des Courtiers d'Assurances de Luxembourg a.s.b.l. F1903
45. Groupement vum Lëtzebuerger Landhandel a.s.b.l. F2004
46. APFM – Association des Professionnels des Foires et Marchés a.s.b.l. F1768
47. MOBIZ – Rental and Mobility Business Association F3843
48. Fédération luxembourgeoise des importateurs, distributeurs et Concessionnaires d'équipements techniques et de matériels sur les Entreprises et les collectivités a.s.b.l. F5337
49. OPAL – Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg a.s.b.l. F7321
50. FEMO – Fédération de la Mode a.s.b.l. F7429
51. FABL – Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F3554
52. CIGDL – Chambre Immobilière du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. F5609
53. FLLAM – Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales a.s.b.l. F7939
54. ADAL – Association des Distributeurs Automobiles Luxembourgeois a.s.b.l. F4588
55. GARD – Groupement d'assistance, remorquage et dépannage Luxembourg F842
56. SPL – Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois a.s.b.l. F5706
57. FELSEA – Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants a.s.b.l. F9480
58. eCOM.lu – Fédération luxembourgeoise du e-commerce F10309
59. AVD – Association de la Vente Directe F3013
60. CASSIS – Fédération du Label Cassis F8712

10



Liste des représentations européennes et internationales dont la clc ou ses fédérations sont membres

1. IRU (Union Internationale des Transports Routiers)
2. Leaseurope (European Federation of Leasing Companies' Associations)
3. CECRA (European Council for Motor Trades and Repairs)
4. EuroCommerce
5. CEGROBB (Communauté Européenne des Associations du Commerce de gros en bières et autres boissons)
6. UFEMAT (Union Européenne des Fédérations Nationales des négociants en matériaux de construction et des producteurs)
7. CEEV (Comité européen des entreprises de vins)
8. FIVS (Fédération internationale des vins et spiritueux)
9. EIBF (European and International Booksellers Federation)
10. CEPI (Conseil Européen des Professions Immobilières)
11. FIABCI (Fédération Internationale des professions de l'immobilier)
12. BEDA (The Bureau of European Design Association)
13. FEDEMAC (The Federation of European Movers' Associations)
14. ECOMMERCE EUROPE
15. PGEU (Pharmaceutical Group of the European Union)
16. UFEMAT (European Association of National Builders)
17. EASA (European Association of Communication Agency)
18. FEBIAC (Fédération Belge de l'Automobile et du Cycle)



Impressum

Edition – Rédaction clc • 7, rue Alcide de Gasperi • L-1615 Luxembourg
B.P. 482 • L-2015 Luxembourg
Tél.: 439 444-1 • Fax: 439 450
info@clc.lu • www.clc.lu

Conception & Coordination: clc – sylvie.fasbinder@clc.lu / **Conception & Layout:** www.regie.lu / **Impression:** printsolutions.lu